

AGORA

REVUE LIBERTAIRE/N° 25/FEVRIER-MARS 85/20 F

nouvelle calédonie :
FIN DU COLONIALISME !



- quand parlent les Beurs
- chaud bizness-show
- les 6 de Belgrade



C'EST LE MOMENT DE VOUS ABONNER

SOUSCRIPTION

AGORA, JOUE ET GAGNE

LA souscription de deux millions de centimes pour AGORA avait pour objectif d'apporter un peu d'oxygène financier à la revue, de lui permettre de lancer une campagne de promotion pour tenter de toucher de nouveaux lecteurs. A ce jour, la somme fixée a été atteinte. Les comptes sont faits, merci à tous ceux qui nous ont aidé, individus ou groupes. Que cela n'empêche pas les autres d'engager leur soutien. Chaque petite somme qui rentre, ce sont de nouvelles personnes qui prennent connaissance de l'existence de notre revue. *Libertaires, à vos chèques !*

Grelier (100) - Cardona (50) - Mazin (100) - Amoros (200) - Vierges (200) - Fonvielle (100) - Vergnes (50) - Duranceau (100) - Soroma (200) - Pradel (20) - Faure (67) - Mormiche (70) - Merleau (100) - Choulet (20) - Romaso (200) - Delahoche (67) - Grollier (70) - Poitou (400) - Dilasser (50) - Masoro (200) - Brun (120) - Borrat (50) - Ass. Le Pain Noir (240) - Levaray (67) - Deloule (100) - Continente (100) - Bœuf (50) - Gratton (67) - Utge-Royo (50) - Chataignon (100) - Bée (134)
TOTAL : 3 492 F — ANCIEN TOTAL : 16 649 F — NOUVEAU TOTAL 20 141 F

OU TROUVER AGORA !

- Argenteuil* : Presse-Papier, av. Gabriel-Péri.
- Bordeaux* : L'En-Dehors, rue du Mirail. Vent Debout, rue Bergeret.
- Castres* : Rencontres, rue de l'Hôtel de Ville.
- Clermont-Ferrand* : GAEL, rue de l'Ange.
- Dijon* : L'Air Libre, rue du Tillot.
- Figeac* : Livre en tête, rue Cavalé.
- Le Mans* : La Taupe, quai de l'Amiral Lalande.
- Le Puy* : La Crécelle, rue St-Jacques.
- Lille* : L'Idée Libre, rue Jules-Guesde.
- Lyon* : La Gryphe, rue S.-Gryffe.
- Marseille* : ADEP, rue Caisserie.
- Metz* : Géronimo, rue du Pont des Morts.
- Montpellier* : La Brèche, rue de l'Université. Contrechamps, rue des Sœurs Noires.
- Pamiers* : Le Bleu du Ciel, rue Ste-Claire.
- Paris* : Parallèles, rue St-Honoré (1^{er}). Actualités, rue Dauphine (6^e). CNT, rue Tour d'Auvergne (9^e). Publico, rue Amelot (11^e). 1984, bd de Reuilly (12^e). La Commune, rue Barrault (13^e). CLES, rue de Crimée (19^e).
- Perpignan* : CES, rue des Augustins.
- Rennes* : CPCL, rue Victor-Hugo.
- Toulon* : Hall de la Presse, av. MI Leclerc. Cercle Rostand, rue Montébellio.
- Toulouse* : Amoros, rue de l'Etoile. Anglade, rue Merly. Arcades, place du Capitole. Ombres Blanches, rue Gambetta.

Au Canada, AGORA est en vente à la librairie Alternative de Montréal. En Grande-Bretagne à la librairie Freedom Press de Londres. Aux Pays-Bas à la librairie Het Fort Van Sjakoo d'Amsterdam. En Suisse, au Kiosque du Boulevard à Genève.

Enfin, des diffusions sont assurées dans les villes suivantes : Gannat (03), Arles (13), St-Germain-les-Vergnes (19), Romans (26), Rouen (76), Brest (29), Montpellier (34), Béziers (34), Grenoble (38), St-Jean-la-Ruelle (45), Gilly (73), Paris (75), St-Etienne-du-Rouvray (76), Amiens (80), Albi (81), Toulon (83) et Toulouse (31).

Si vous connaissez d'autres points de vente ou si vous pouvez assurer vous-mêmes une diffusion, il suffit de nous commander le nombre d'exemplaires nécessaires. On attend vos lettres avec impatience.

PLEINS FEUX
HEXAGONE
LIBRE SERVICE
SANS FRONTIÈRE
ARGUMENTS
NOTRE MÉMOIRE
COPYRIGHT
RUBRIQUES

PLEINS FEUX

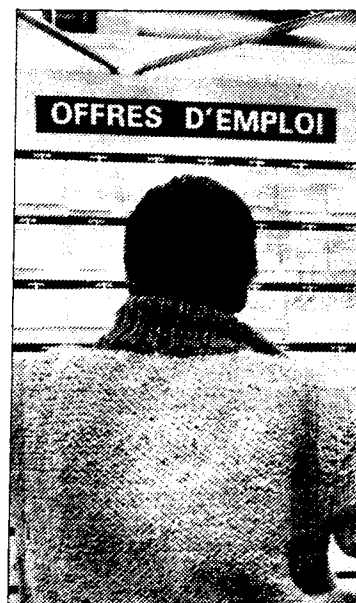
4. *Mot d'ordre : Indépendance pour le kanaki*
6. *Héritages : Autopsie coloniale*
8. *Courant : Parole Kanak*

HEXAGONE

10. *XXV^e Congrès : Il était une fois le PCF*
12. *Convergence 84 : Lettre ouverte aux gens convaincus*

LIBRE SERVICE

14. *Syndicat : La fermeté face à la « flexibilité »*



SOMMAIRE

RÉDACTION

Directeur de publication : Solon Amoros
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nida, Serge Etarcos, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, B.P.1214, 31037 Toulouse Cedex.

Correspondance téléphonique : Tél. (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES
 16 impasse Bélou 31200 Toulouse
 Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne
 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30

Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers. 31300 Toulouse.
 Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 20 F

Abonnement : 5 numéros, 100 F
 (Etranger, DOM-TOM : 110 F
 Par avion, 130 F).

Abonnement de soutien : 150 F et plus
 Pour tout versement : Agora, CCP
 3716-17.Y Toulouse

Commission Paritaire : 62601
 I.S.S.N. : 0245-3630
 Dépôt légal : à parution

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

H. Eersel, Julie Desgranges, Roselyne, G. Le Sabotier, Farida, J.-L. Socram, Foisnon, Umanita Nova, Fraktion Rock Terrorist, C.L.I., Anarchismo, Jimmy Ounei, Madi Nina, Pino Bertelli, l'équipe de rédaction et les camarades de la Scot Caractères, de l'Imprimerie Sacco et de l'Atelier de façonnage M.D.P. Le dessin original de la page 2 est de K. A tous, merci.



SANS FRONTIÈRE

18. *Bolivie : La C.O.B. tourne à gauche*
20. *R.F.A. : La lutte des 35 heures*

ARGUMENTS

22. *Craignos : Chaud business-show !*
24. *Toiles : Littin, cinéma de guérilla*
26. *Zip : Ils font l'anarcho-punk*

NOTRE MÉMOIRE

27. *Auto-délation : Robin-la-liste-noire*

COPYRIGHT

30. *Procès : Les 6 de Belgrade*

RUBRIQUES

17. *Kiosque : Il pleut des livres*
34. *Mégaphone : Où, quand et comment*
36. *Graffitos : Peintures de la nuit*



MOT D'ORDRE

INDEPENDANCE POUR LA KANAKI !



Un contrôle de la gendarmerie près de la ville de Thio.

Ni colonisation, ni néocolonialisme !
 Les socialistes français sont à nouveau en butte aux problèmes de la décolonisation. Avec un vernis moderniste, ils semblent s'engager dans les mêmes travers qu'il y a trente ans.
 L'assassinat de Machoro, de Nonnaro, l'arrestation de militants du FLNKS et enfin l'envoi de troupes, tout cela l'atteste.
 Le plan Pisani débouchera-t-il sur un soutien actif et direct aux Caldoches ?

LES Socialistes Français se seraient passés de la Nouvelle Calédonie. Connaissant la gravité des problèmes de l'île, ils avaient tenté déjà de chlorophormer le malade. Après l'assassinat du leader indépendantiste P. Leclerc en 81, le statut Lemoine devait régler tous les problèmes. L'abstention canaque démontra les limites des propositions socialistes ainsi que la force des indépendantistes. Le projet Pisani devait mieux passer.

UN SAINT-SIMONIEN EN ACTES

L'INTELLIGENCE du plan Pisani est apparue à tout le monde. Mais au-delà de ce vernis moderniste, que propose-t'il ? D'abord une « certaine » indépendance puisqu'il reconnaît que « la revendication indépendantiste a ses fondements dans l'histoire ». Si cet objectif est nouveau par rapport aux projets précédents, le mode de scrutin d'autodétermination n'étant pas modifié, le résultat risque d'être le statu quo. Mais on peut imaginer que la souveraineté sorte des urnes. A ce moment-là, quels seront les pouvoirs de l'Etat associé ? Les intérêts caldoches seront maintenus sur les terres grâce aux baux transmissibles. Le statut de « rési-

dents privilégiés » permettra aux intérêts français de se maintenir intacts sur l'île. Pire, Nouméa devenue un nouvel Hong Kong, permettra aux capitaux européens de s'épanouir. La capitale calédonienne restera le poumon d'une économie dominée, extravertie. Il est même prévu afin d'éviter sur l'île la domination de la zone sud Pacifique (le Japon), de nouer des liens économiques dans le cadre de la CEE, fief des impérialismes franco-allemands.

Les limites de cette future indépendance sont donc ténues. Et l'essentiel des pouvoirs étatiques (l'armée, la police, les relations extérieures et les médias télévisuels) reste du ressort français.

CREER DES « ELITES SOUMISES » ?

PISANI, par ce texte, tente plusieurs choses. D'abord, éviter la contagion. Il est évident, qu'après l'indépendance de la Nouvelle Calédonie, il pourrait y avoir celle de Tahiti. Or, là, les problèmes stratégiques posés ainsi à la France seraient très graves. En fonction des impératifs de l'impérialisme, Pisani essaye de gagner du temps. Pour cela, il conforte les intérêts caldoches mais surtout met en place des structures capables de dégager une bour-

geoisie canaque. Seule celle-ci pourrait, dans un Etat-associé, se faire le relais sur place de l'impérialisme français. Deferre, en 56, avait réussi à créer ces « élites soumises » dans d'autres pays. Le néocolonialisme offert par Pisani n'est donc pas si moderne que cela.

Pour les indépendantistes, le plan Pisani qui leur reconnaît la souveraineté a pu être considéré un moment comme une avancée. Mais la force brutale de l'extrême-droite locale épaulée par le GIGN, a mis des limites à toutes négociations. L'assassinat de Machoro détermine ce changement.

Aujourd'hui la position du FLNKS, par la voix de son porte-parole en France, s'est modifié : « Rien n'est irrémédiablement rompu avec l'envoyé du gouvernement. Nous ne négocierons que sur un calendrier de retour à la souveraineté totale du peuple kanak et non sur les bases du plan Pisani... Il n'est plus question de négocier un traité d'association avec la France... ».

Les faits concrets ont donné tort aux élucubrations de Pisani. On n'arrête pas la volonté de liberté par des décrets. Et pour éviter une guerre coloniale, les socialistes doivent accorder l'indépendance totale à la Kanaki. Et immédiatement, il s'agit de rapatrier les troupes et de démilitariser effectivement les « troupes » caldoches. Pisani devra donc innover dans la négociation.

J. Mesnil

HÉRITAGES

AUTOPSIE COLONIALE

**Quand la droite française
« plantait du Blanc »**

« **L** A Nouvelle Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.

Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée sauf guerre mondiale que par une revendication nationaliste de populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. A court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-Mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. A long terme, la

revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants.

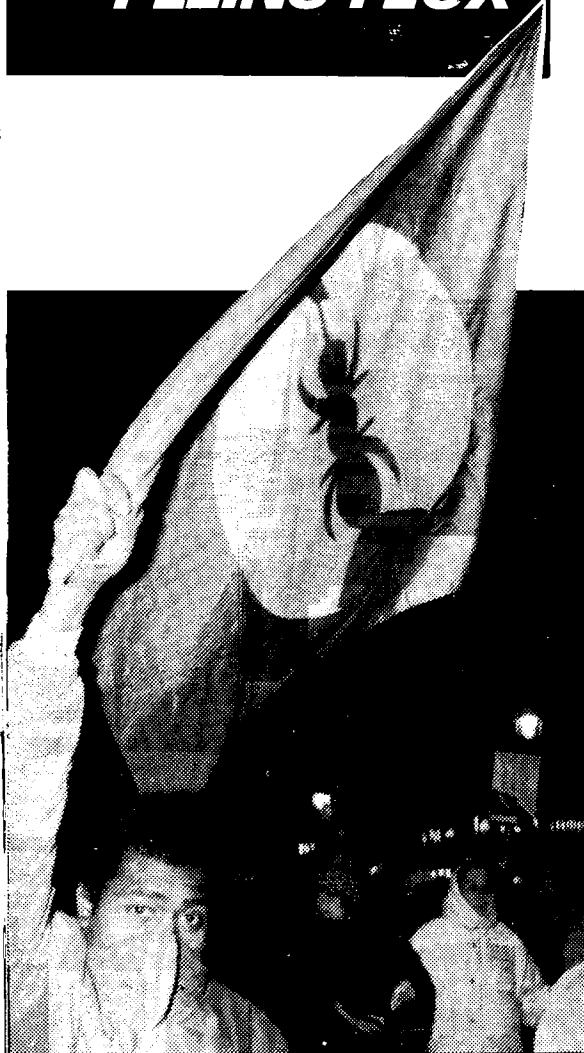
Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans 20 ans un petit territoire français prospère, comparable au Luxembourg... Le succès de cette entreprise indispensable au maintien des positions françaises à l'Est de Suez dépend, entre autres conditions, de notre aptitude à réussir enfin, après tant d'échecs dans notre histoire, une opération de peuplement Outre-Mer.

Lettre de P. Messmer,
1^{er} Ministre,
à son secrétaire d'Etat
aux DOM-TOM. 1972.

La droite
caldoche
impérialiste
et ses
bénéfices

5





LA Kanaki a raté son entrée dans l'indépendance en 1958. Alors que d'autres pays sortaient du giron français, la Nouvelle-Calédonie non seulement ne vécut d'un système d'autonomie interne, mais s'enluya ensuite, de plus en plus, dans la dépendance vis-à-vis de la France.

TOUS les gouvernements qui se sont succédés de 58 à 81 ont en effet accru le processus de colonisation de territoire. En 63, les lois Bilotte donnaient à l'Etat français le contrôle total de la recherche minière sur l'île. La même année, les tout petits pouvoirs locaux de l'assemblée territoriale furent supprimés. Et désormais, tous, les Secrétaires d'Etat aux Dom-Tom qui se succédèrent se firent un devoir d'affirmer en permanence les intérêts et le pouvoir total de la Métropole. Le réalisme d'O. Stirn aujourd'hui ne peut occulter sa politique passée.

ON « PLANTE DU BLANC » ET ON RECOLTE DU NICKEL

L'INTERET grandissant de l'île, tant au niveau économique que stratégique, explique la politique impérialiste de la droite française à partir des années 70. Et pour mieux asseoir les intérêts métropolitains, on « planta du blanc » (voir encadré). Lafleur (père de l'actuel président du RPCR) proposa même d'implanter dans l'île 10000 rapatriés d'Algérie. Ceci explique la présence aujourd'hui en Nouvelle Calédonie de 3000 Pieds noirs. L'avantage de l'afflux de cette population 20000 personnes de 69 à 76 était de conforter d'abord le vote majoritaire.

Les Canaques, quant à eux, n'obtinrent les droits civiques qu'en 53. Et, la colonisation aidant, il fut facile, d'obtenir d'eux un « bon vote ».

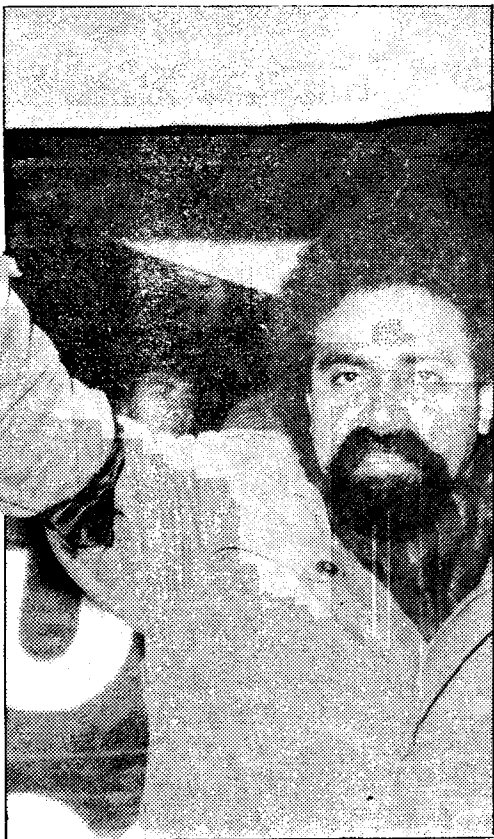
En Nouvelle Calédonie, la litanie des faits coloniaux s'est déroulée « classiquement ». Les colons ont accaparé les richesses de l'île et sur elles ont bâti leur pouvoir. Ainsi, aujourd'hui, 400 colons ont plus de terre que les 60000 Canaques répartis dans les réserves.

Bien sûr, entre « petits blancs » de la brousse et gros propriétaires terriens, l'accord n'a jamais été parfait, sauf sur l'essentiel... s'enrichir et rester. Au total, la propriété européenne moyenne est de 173 ha/h ! Il faut tout de même ajouter que quelques grandes sociétés privées doivent se partager les 23 % de surface agricole restants.

Le problème de la terre est donc ancien. L'énormité du décalage entre la propriété canaque et celle des européens pouvait un jour devenir source de conflits graves. Dès 79, l'Etat procéda à un début de redistribution des terres.

Certains rusés les vendirent avant. Ce fut le cas de Lafleur (le président surnommé) qui se déchargea ainsi de sa petite propriété de 36000 ha. Mais, je crois qu'il a gardé sa réserve de cerfs qui plaisait tant à tous les notables métropolitains débarquant à Nouméa.

Au total, la redistribution des terres eut vraiment peu d'effets.



**nouvelle calédonie :
FIN DU
COLONIALISME**



pour l'indépendance kanake

Si la première source de richesse était la terre, sa seconde fut le nickel.

Jusqu'en 69, la société Le Nickel du baron de Rothschild en avait le quasi monopole. Cependant, lorsque ce métal se vendit très cher, jusqu'en 72, de nombreuses petites sociétés apparurent. Aujourd'hui, la SLN Le Nickel est devenue une filiale d'Imetal (banque Rothschild, Worms, Elf) ; et les « petits mineurs » ont grossi. Ce sont les De Rouvray, les Montagnat, les Pentecost et les Lafleur. Dans le chiffre d'affaire de ce dernier (82 millions de francs) les revenus du nickel s'évaluent autour de 65 %.

Enfin, pour arrondir les fins de mois de toutes ces familles de notables, la Nouvelle Calédonie a été transformée en une colonie de comptoir.

AUJOURD'HUI, ÇA SENT LA POUDRE...

EN 1981, les ressources de l'île provenaient en effet pour 57 % des exportations et pour 43 % des transferts de fonds de l'administration (salaires de fonctionnaires, etc...). Et comme l'agriculture locale est presque inexistante, l'assistanat est amplifié par les importations massives de produits alimentaires. Le secteur est totalement accaparé par 4 grandes familles caldoches, (parmi lesquelles on retrouve les Ballande et les Lafleur). Le monde est tout petit sur « le caillou » puisque Laroque, maire RPCR de Nouméa, fut pendant un temps PDG chez Ballande. C'est enfin cette bourgeoisie locale qui a surtout bénéficié de l'aide économique et politique de la métropole.

Aujourd'hui, ça sent la poudre. Les capitaux s'expatrient depuis 81, vers Wallis. Ballande, qui a fait un transfert de 1,5 milliards de FP, n'a jamais caché les motivations politiques de son geste. De toute façon, il n'est pas le seul : d'autres investissent dans l'immobilier à Papeete.

Comme c'est logique, ce sont les mêmes mains qui tiennent les rênes du pouvoir. A leur tête, Lafleur, président du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la république) est député de la 2^e circonscription. C'est lui qui, recevant Chirac en 82, eut l'outrecuidance de déclarer : « le gouvernement est l'incarnation moderne d'un colonialisme périmé ! » Et ce n'est pas de l'humour. On retrouve le même type de perles empoisonnées dans les propos de Larroque qui ne cache pas ses propensions au racisme lorsqu'il déclare que : « Les grands chefs de tribu sont presque tous des ivrognes invétérés. » Il est difficile de clore la liste des chefs de file sans dire un mot de R. Galliot mire de Thio, unique député du Front national à l'Assemblée territoriale.

Ces leaders sont forts d'abord du soutien du RPCR local et du Front calédonien de J. Guillemard. Mais surtout ils ont l'appui de tous ces « petits blancs », de ces « broussards », plus ou moins giscardiens, gaullistes et surtout réactionnaires.

Ce sont eux qui constituent les « comités de vigilance », les milices et autres assemblées de « légitime défense ». Epaulés par quelques baroudeurs du Front National métropolitain, ce sont les hommes de main du colonialisme calédonien.

LES « RHODESIENS » CALDOCHES

TANT pour des raisons « éthiques », que pour préparer les Législatives, tous les ténors de l'opposition se sont exprimés sur le problème Calédonien. D'abord, dans le genre menace prophétique, Soisson (UDF), a clamé ses craintes : « Si l'on suit certains, la Nouvelle Calédonie ça peut être dans quelques années l'Algérie ou l'Afrique du Sud ». Et Rossinot (président du parti radical) de renchérir : « Le PR condamne l'attitude de faiblesse du gouvernement face à une minorité d'extrémistes soutenus par la Lybie ». Depuis que Carlos a disparu, Khadafi décidément est partout...

Mais laissons de côté les « vedettes américaines » et passons aux super-stars : VGE, Barre, Chirac, C. de Murville, Chaban, Debré et Mesmer. Tous les 7 ont en effet concocté une déclaration que De Gaulle en 58, en Algérie, aurait pu signer. Visiblement, eux ; « n'ont pas compris ! ». Il serait injuste d'oublier ici les discours traditionnels du « Recours » défendant « ses » compatriotes en Nouvelle Calédonie et du FN qui a demandé à la population de « se tenir prête à assurer sa légitime défense »...

Au-delà des motivations de politique intérieure qui ont pu provoquer ces éclats, les « Rhodésiens » caldoches n'ont pu que s'en reconforter. Pour eux, l'indépendance même à la Pisani est impensable. Par les urnes ou par la force ils feront tout pour maintenir intact leur pouvoir sur l'île.

H. Eersel



PAROLE KANAKE

« CIVILISATION KANAKE : UNE CHANCE POUR LE SOCIALISME »

INDEPENDANCE kanak, mais laquelle ? Identité culturelle, comment donc ? Les politiciens décrètent, les ethnologues leur font marche pied. Pourquoi ne pas aller à la parole-source, au mot kanak lui-même. D'autant qu'il y a de quoi réjouir les libéraux que nous sommes. Ainsi parle Jimmy Duneï. Écoutons.

fraternité entre les hommes. Cela ne saurait se faire sans qu'il soit reconnu au peuple kanak le droit à l'auto-détermination, le droit à l'indépendance, le droit de décider librement de son destin.

Si l'on nous refuse ces droits, la situation calédonienne risque d'évoluer vers un affrontement préjudiciable à l'ensemble des communautés qui vivent aujourd'hui en pays kanak. Et, plus que quiconque, cela nous heurtera de plein fouet, car nous sommes un peuple pacifique.

Nier notre droit à l'existence et à la souveraineté sur notre propre pays c'est alimenter la haine et faire obstacle à la paix entre les peuples. Il est donc temps de mettre un terme à plus d'un siècle de barbarie. Et pour cela les réformes annoncées par le Gouvernement français peuvent apparaître comme une embellie à la condition qu'elles s'inscrivent dans la logique du discours prononcé à Cancun par François Mitterrand, c'est-à-dire qu'elles répondent favorablement à l'attente du Peuple Kanak. Lorsque celui-ci aura recouvré sa liberté, il saura accueillir, comme par le passé, tous ceux qui auront choisi de vivre avec nous sans pour cela renier leur propre identité.

Les données du problème kanak, ont considérablement changé depuis les débuts de la colonisation. Et beaucoup de gens s'imaginent que l'indépendance kanak c'est le retour à « l'Etat sauvage » ! Qu'ils se rassurent. Nidoïshe Hnaisseline disait en 1969 : « La société kanak est une société sans prison, sans asile, et sans orphelinat ». J'ajoute qu'elle est sans classes et profondément démocratique, et, qu'elle saura riposter efficacement à toute tentation bureaucratique, néo-coloniale ou féodale.

Car pour un peuple qui a vécu quatre mille ans sans Etat, n'est-ce pas un signe de santé ? Nous le croyons même si nous sommes tenus de passer par un Etat puisque telle est la volonté de la Communauté Internationale aujourd'hui.

Mais ce faisant, nous avons conscience des dangers que comporte l'engrenage de l'Etat. En effet, à l'Est comme à l'Ouest, aucun Etat n'a pu dépérir malgré la prophétie de Lénine. Au contraire les Etats dits

PARLER du Peuple Kanak aujourd'hui constitue une tâche redoutable dans la mesure où son Histoire s'enracine dans la nuit des Temps et qu'il n'existe pas d'écrits sérieux à son sujet. De plus trop de déformations persistent dans les interprétations des anthropologues et des ethnologues qui veillent jalousement sur les affaires kanakes. Aussi est-il indispensable de restituer la réalité sur la société kanake et de la présenter aux Français afin que ceux-ci comprennent l'importance des revendications de tout un peuple et les soutiennent en connaissance de cause.

La société kanake est à l'origine une société sans classes, les rapports de production et ceux entre les hommes sont liés à une philosophie qui exclut toute forme de domination, d'exploitation et d'oppression. L'organisation sociale, la production et l'échange, la répartition du travail et son produit, les rapports humains, tout cela se fait conformément à des règles communautaires qui, non seulement sont fonction des besoins de chacun, mais encore restituent à la vie la plénitude de son épanouissement.

A ceux qui ont pris la société kanake pour une société féodale qu'il fallait occidentaliser, nous disons qu'ils ne font que légitimer, au nom de la barbarie, le colonialisme et la mise au pas du Peuple Kanak. Il est donc temps de rompre avec des méthodes de type totalitaire et s'engager enfin dans une voie qui garantisse les droits collectifs et individuels et conduise à plus de



Socialistes se sont considérablement renforcés écartant ainsi et pour longtemps toute velléité de changement démocratique. Le Peuple Kanak ne cherche pas à bâtir son avenir sur la force. L'Etat qui sortira de l'Indépendance devra mettre un terme à la semi-féodalisation introduite dans notre société par le colonialisme, et retrouver cet esprit communautaire qui a prévalu durant quatre mille ans et qui doit servir de base à l'organisation sociale, au règlement de la question foncière et à la définition de l'ensemble des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles pour un avenir meilleur.

Au titre des valeurs humaines auxquelles les Kanaks attachent de l'importance nous insistons particulièrement sur la solidarité, le partage, l'hospitalité et la fraternité. Ces notions ont façonné durablement les formations sociales de notre pays, de même qu'elles ont permis à différentes communautés régionales de s'associer par la symbiose pour donner des groupes sociaux dont les qualités humaines sont exceptionnelles.

D'aspect fondamentalement communautaire, la société kanake ne prône pas pour autant la négation de l'individu comme certains l'ont prétendu. La place de chacun en fonction des attributions politiques et sociales du « lap » (1) et de ses aptitudes propres à assumer telle ou telle responsabilité. De plus, la désignation aux plus hautes charges communautaires tient compte avant tout de l'intégrité des personnes et de leur qualités humaines. C'est ce qui prévaut notamment pour l'attribution du rôle de chef dont la désignation est prise collectivement par l'ensemble des « ditr » (2) et dont les fonctions précises ne le hissent pas au-dessus de la société et de ses lois, mais le situent parmi les membres de la communauté.

Ces quelques données suffisent à réfuter catégoriquement l'aspect féodal que les ethnologues ont attribué à la société kanake et que le Secrétariat d'Etat aux DOM-TOM reprend maladroitement à son compte lorsqu'il se met à pérorer à l'Académie des Affaires Coloniales. Alors nous disons que si des aspects semi-féodaux existent effectivement aujourd'hui dans les rapports internes à la société kanake, ils ont été introduits par le colonialisme son économie marchande et ses chapelles.

Il est donc temps de mettre un terme à tout ce qui contribue à dénaturer la société kanake et commencer enfin à lui restituer sa véritable identité. Et puisque « l'Association d'Information et de Soutien aux Droits du Peuple Kanak » affirme sa volonté d'informer les Français sur la culture kanake, nous appelons à une attention particulière sur les termes à employer pour s'acquitter de cette tâche.

En effet, les termes de clan, sujets, allégeance, par exemple, ne correspondent pas du tout à ce qu'ils veulent désigner

dans notre société. Pire. Ils en changent le contenu dans le sens de la réduction. En fait, si l'on traduit correctement les termes kanaks de « lap », « lakéi », et « fat », on aboutit respectivement à communauté, les frères de (langue IA), et devoir, ce qui implique un tout autre contenu à ces trois mots.

En somme, nous avons rendu compte ci-dessus et de façon sommaire de quelques aspects de la société et de la culture kanakes. Nous voulions surtout affirmer que notre civilisation avait largement les ressources nécessaires grâce à une culture multidimensionnelle pour envisager en toute sérénité la construction du Socialisme dans notre pays avec la garantie des libertés et de tous les droits fondamentaux de l'Homme.

(1) communauté à laquelle il appartient.

(2) représentant de la communauté.

(Bulletin n° 1, Association et Soutien au droit du peuple kanak, 24, rue de Fontenoy, 92140 Clamart).



« La société kanake est une société sans prison, sans asile et sans orphelinat » (Nidoishe Hnaiseline)

XXV^e CONGRÈS

IL ETAIT UNE FOIS LE PCF...

A l'aube du prochain congrès du PC plusieurs questions se posent parmi lesquelles celle-ci : les réunions des congressistes se tiendront-elles dans un placard de l'immeuble du Colonel Fabien ? Au-delà de l'humour qui n'est peut-être pas de mise des constatations s'imposent : les troupes communistes se raréfient et « l'avant-garde du prolétariat » n'attire plus grand monde.

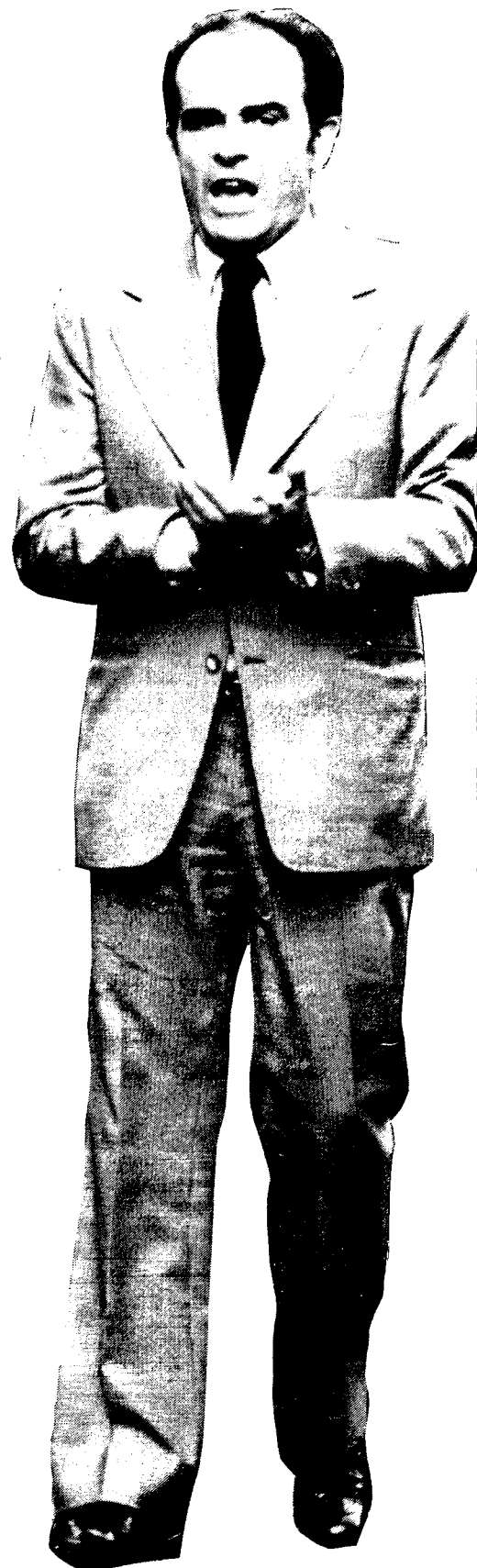
COMME dans toutes les organisations politiques centralisées, l'essentiel se passe toujours entre deux congrès. Le PC, « maître ès-centralisme démocratique », peut donner des leçons à quiconque sur ce thème. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que le congrès de février 85 soit amené à entériner des décisions prises novembre 84. Mais, entre temps, il est vrai que l'on a pris soin de convaincre les militants oppositionnels (très nombreux à ce moment-là) de la nécessité de quitter le gouvernement.

En effet, c'est en plein été que Mitterrand décida du lock-out des quatre ministres communistes du gouvernement.

Cette décision qui confortait toute une partie du BP, fut immédiatement intégrée dans une nouvelle stratégie.

« Encore un carreau d'cassé... »

D'ABORD le problème fut posé en termes de responsabilité individuelle. Et le Secrétaire général fut mis sur la sellette. Juste après les Européennes, Rigout apostropha Marchais en l'appelant « l'homme de l'échec ». Mais dans ce type de structure, toucher le « père » dans ces termes est dangereux pour tout le monde. Ce fut donc un autre



« Rénovateurs », « Liquidateurs »... : retour des vieux démons.

DEPUIS 56, Congrès de la soi-disant déstalinisation, les Congrès du PC voient le retour de tous les nostalgiques du léninisme. Pour eux, il faut toujours qu'il y ait, dans le Parti, des oppositionnels prêts à le transformer radicalement. Des bouquins entiers ont d'ailleurs été consacrés au sort réservé aux « déviantes » communistes. Pour le PC aussi, à la veille des grandes messes, il faut donner l'image d'une organisation vivante, animée notamment par des débats. La cuvée 85 des « opposants » satisfiera donc les uns et les autres. Les « rénovateurs » sont à leur poste. Depuis le printemps 84 d'ailleurs, ils sont remis sur la selle de gauche. Ainsi, Fiterman, Le Pors, Rigout en sont-ils les porte-paroles. Mais ils peuvent aussi servir de contestataires de service à l'intérieur du parti : c'est le cas de Juquin qui risque ainsi d'avoir un Congrès difficile.

Que l'on se rassure : qu'ils s'expriment au Bureau Politique ou dans les colonnes de l'Humanité, les « oppositionnels » ont bien des points communs : tous croient au fonctionnement démocratique du parti et aucun n'envisage l'impossibilité réelle de peser sur les débats. Au mois de mars, après le Congrès, les « rénovateurs » seront à nouveau rangés dans les tiroirs du parti. Et cela fait des années que la même mise en scène est utilisée. Il ne faut pas s'étonner que nombreux soient ceux qui trouvent le film ennuyeux.

qui « porta le chapeau », pendant un temps. Mais tout ceci c'est de l'anecdote. Bientôt l'union se fit à nouveau. Les uns après les autres, les contestataires firent allégeance. Leroy, Lajoinie, Gremetz se serrèrent les coudes et firent un cordon sanitaire autour de Marchais. Certains peut-être un jour feront-ils l'analyse du silence de tel membre du BP, de l'abstention de tel autre, de la petite phrase d'un troisième... Nous avons eu tant de fois ce spectacle devant les yeux que je n'en apprécie ni le semblant de suspens ni l'humour. Au-delà de ces facéties, reste pour le PC le problème de fond : comment se situer par rapport au gouvernement socialiste et par rapport au PS ?

De fait, la situation telle qu'elle apparut depuis le départ du gouvernement n'a pu que conforter les partisans anciens ou plus récents d'une rupture de l'union de la gauche. Déjà, en 77-78, l'équipe Marchais avait imposé aux « rénovateurs » du parti, favorables à l'union, l'abandon de leurs convictions. Les bastions « pro PS » dans le parti (Fiszbin) ou à la CGT (Seguy) avaient été expulsés ou neutralisés les uns après les autres. La victoire inattendue de Mitterrand et la présence gouvernementale des communistes n'a été, en fait, qu'une parenthèse dans une stratégie assez homogène.

Pour ceux qui avaient oublié ces éléments, l'affaire « Fabien » a contribué à les leur rappeler. Au-delà des péripéties scandalo-ténébreuses, elle a au moins permis de remettre au pas les « rénovateurs », en faisant jouer à fond l'esprit de parti. On en est donc bien revenu, et sans équivoque cette fois-ci, au 23^e Congrès, celui qui, en 79, avait consacré la politique du cavalier seul. Mais la situation, tant à l'intérieur du parti, qu'à l'extérieur, a beaucoup évolué.

Le PC en 85, ou plutôt ce qu'il en reste

LA dégringolade est ancienne. Sans remonter aux calendes grecques, la période amoureuse PC-PS ne fut guère avantageuse pour le premier élément du couple. Ce fut d'ailleurs une des raisons majeures du divorce. Mais après la rupture, la catastrophe continua. Le passage au gouvernement ne fit que confirmer le déclin. Et à ce moment-là, le PC, en prime, est victime des rancœurs justifiées du « peuple de gauche ». Ainsi, le nombre de ses adhérents fond de plus en plus. Officiellement, il passe de 700 000 en 79 à 600 000 en fin 84. Et l'on peut sérieusement situer ce chiffre en baisse lorsqu'on voit les difficultés qu'a le parti à tirer, vendre et faire vendre sa presse.

Mais il y a peut-être plus grave : la nature des militants eux-mêmes a changé car ils sont devenus plus sensibles aux idées dominantes à l'extérieur du parti.

De 78 à 84, le PC a ainsi perdu un quart de son électorat et ses bastions électoraux traditionnels sont en voie de disparition.

La Seine-St-Denis, le Val de Marne, les Bouches-du-Rhône, le Nord, etc., se sont transformés, « modernisés » et le vote PC a disparu. Comme le dit elle-même la *Voix ouvrière* : « Les électeurs du PC sont les plus démunis en terme monétaire mais les plus pourvus en avantages sociaux, acquis, qu'ils entendent défendre ». Même un peu caricaturale, cette définition met le doigt sur une des causes de la baisse électorale : la classe ouvrière traditionnelle se modifie et dans certains secteurs disparaît totalement. Or, le PC, dans les nouvelles catégories, a été pris de vitesse par le PS. Et si ses discours touchaient peu les employés, ils passaient aussi mal dans l'autre frange, celle du lumpen. Cela, malgré et à cause de la violence de ses propos musclés, comme à Vitry. Il faut dire aussi qu'en naviguant en eaux troubles, il ne pouvait qu'être concurrencé victorieusement par le FN.

A faire la somme des pertes du PC, comment oublier toutes ces associations (Femmes françaises..., etc.) tous ces intellectuels, tous ces « compagnons de route » qui se référaient constamment au « Parti » et qui aujourd'hui ont disparu ?

Enfin, et surtout, il a perdu une crédibilité considérable à gauche et à l'extrême-gauche. Heureusement pour lui, il y a la CGT.

La courroie de transmission et ses incantations

LA Cgt est restée la caisse de résonance du Parti. Comme lui, mais dans son secteur, menée de main de maître par Krasuki, elle a contribué à amplifier la désunion syndicale. Depuis 81, son image de syndicat gouvernemental n'a pas aidé à son épanouissement... Alors qu'elle acceptait sans trop rechigner le blocage des prix et des salaires en 83, elle a perdu des voix à la Sécu la même année. Pour les mêmes raisons que le PC, elle chute aussi dans les bastions anciens. Mais c'est aussi la même politique productiviste qui est mise en avant. Face à une

CFDT prompt à négocier avec le patron, la CGT « gros sabots » retrouve des accents revendicatifs qui font écho aux nombreuses inquiétudes ouvrières. Mais les « conflits-phares » menés localement par la centrale de Krasuki ne doivent pas faire oublier l'essentiel : elle n'a plus de perspective globale de lutte sinon un fort désir de se maintenir en mobilisant les « mécontents ». Ainsi s'explique le fait qu'après le rejet de la « flexibilité » par les bases syndicales, elle n'ait pas tenté d'engranger ce mécontentement. Ses menaces réitérées de grève générale ne sont qu'incantations. Dans son secteur donc, la Ggt connaît les mêmes problèmes que le PC.

Le Parti a l'avenir derrière

LE « nouveau rassemblement majoritaire contre la crise », thème de son prochain congrès, s'annonce mal. Derrière le flou de la langue de bois, le PC attend. C'est donc sur le passé et sur l'organisation elle-même du parti (centralisme démocratique) que les communistes vont camper. En effet, il semble même qu'un retour de la droite en 86 et une chute du PS ne pourront colmater le reflux. Au contraire, la désillusion qui touche toute la gauche ne peut que les éclabousser au passage. Et comme aucune autre orientation alternative n'est présentée au Congrès, on assistera alors à des changements de personnes mais à aucun bouleversement profond. L'agonie du PC semble engagée pour un temps assez long. Au-delà du parti, c'est toute une gauche traditionnelle qui disparaît. On pourrait se réjouir de ce changement s'il n'allait de pair avec une forte poussée de la droite et de l'extrême-droite. Or face à cette flambée réactionnaire personne n'a su construire une alternative conséquente à la société actuelle. L'échiquier politique de demain, sans le PC, ne sera pas forcément le début de changements positifs pour les luttes.

Julie Desgranges

LETTRE OUVERTE

CENTRE VILLE ET PERIPHERIE

DÉCEMBRE 83 : de jeunes beurs partis, à pied, des Minguettes, sont accueillis à Paris par 100 000 personnes solidaires de cette « Marche pour l'égalité et contre le racisme ». La gauche institutionnelle a délégué ses représentants, une délégation de jeunes est reçue à l'Élysée. « Rien ne sera plus jamais comme avant », ont dit et répété les marcheurs. L'enthousiasme est à la mesure de l'événement. Et les désillusions qui lui succèdent aussi : face à la montée du racisme, le gouvernement ne trouve rien de mieux que de renforcer les contrôles aux frontières, entraver les regroupements familiaux, expulser à la hâte. L'heure est à la « maîtrise des flux migratoires ». Tout immigré est suspecté d'être un clandestin, les crimes racistes impunis se multiplient et les jeunes issus de l'immigration se retrouvent seuls, victimes d'une discrimination de tous les instants.

Décembre 84 : un an après la « Marche », les rouleurs de « Convergence 84 pour l'Égalité » arrivent dans la capitale à mobylette. Les politiciens sont, cette fois, restés au chaud. C'est que le ton des manifestants est plus dur, plus clair, donc très critique vis-à-vis des autorités et partis de gauche : « Ils parlent tous d'insertion, ils préparent notre expulsion ! ». Les animateurs de « Convergence 84 » ne formulent pas de revendications, ils ne réclament plus qu'on tolère leur différence. Pour la plupart issus de l'immigration, ils entendent, avant tout, lutter avec d'autres pour une nouvelle citoyenneté : « Vivre ensemble avec nos ressemblances quelles que soient nos différences ». Des différences qui ne sont pas tant propres aux immigrés qu'aux jeunes des banlieues et des cités, qui vivent entre béton et bitume.

Au risque de brûler les étapes, l'anti-racisme traditionnel est mis à mal. Le texte que nous publions témoigne de cette évolution radicale. Il est extrait de l'intervention faite, au terme du « défilé-carnaval » accueillant les rouleurs, par une des animatrices de cette initiative. Farida Belghoul ne veut plus d'une solidarité humaniste sans lendemain. Et elle le crie haut et fort aux gens convaincus.

« Les gens convaincus, ils nous tendent la main, mais tout au plus, parce qu'ils se trouvent à distance suffisante de notre souffrance » (Farida).

« **I**l y a toujours eu, une personne ou deux, lors de notre passage dans les villes, pour nous dire, sur un ton navré : « Le problème, c'est qu'encore une fois, nous nous retrouvons entre gens convaincus. Et c'est à cause de ça que les choses n'avancent pas... ». Au bout de quelques étapes, une question s'est imposée à nous : convaincus, certes ! Mais convaincus de quoi ? (...).

LE CENTRE ET LA PERIPHERIE

Il est vrai que les gens convaincus ne vivent pas dans les mêmes quartiers que nous. Une initiative comme Convergence 84 le dit. Les gens qui la soutiennent habitent, pour la plupart, au centre ville. Les gens



AUX GENS CONVAINCUS

soutenus habitent, eux la périphérie, c'est-à-dire dans les banlieues, en dehors des espaces de consommation et de décision.

Nous avons refusé l'attitude stérile qui consisterait à mépriser et à rejeter tous les gens qui ne vivent pas la même réalité que nous. Nous avons proposé le dialogue pour mettre en valeur les réalités locales, aspect fondamental de l'initiative et sur lequel nous avons continué d'insister.

Nous ne voulions pas être des rouleurs-vedette qui se contenteraient de témoigner sur une tribune. Et de témoigner d'histoires attendues. Force a été de constater que la plupart des organisations qui nous ont accueillis tout au long des trajets se sont révélées incapables de faire le travail prévu : faire apparaître la diversité culturelle

des quartiers, susciter des initiatives locales qui, en occupant la rue, pouvaient recevoir grâce au passage de Convergence une audience nationale... En un mot, faire un véritable travail de création.

Nous nous sommes retrouvés enfermés dans de grandes salles et de grands débats généraux où revenait sans cesse le leitmotiv du racisme et celui de la montée de l'extrême-droite. Discussions où toutes situations concrètes sont oubliées au profit de considérations générales qui permettent à beaucoup, nous le soupçonnons, de soulager leur mauvaise conscience. Notre propos a été conforté par des rencontres vécues en prenant le chemin de l'école buissonnière, où les jeunes étaient les seuls à évoquer la réalité de l'acharnement policier, les arrestations abusives, les milices d'autodéfense.

Que fallait-il faire ? Ménager nos alliés parce qu'ils nous offraient le gîte et le couvert ? C'est justement parce qu'ils sont nos alliés que nous ne devons leur faire aucun cadeau.

Certains prétendent qu'une pareille attitude risquerait de les dissuader. D'autres répondent que s'ils sont véritablement nos amis, ils doivent accepter d'être remis en question, prendre le risque de leur choix sans pour autant changer d'opinion. Nous avons choisi la deuxième attitude car nous n'avons pas, dans l'extrême gravité de la situation actuelle, nous n'avons pas droit au bluff. Seule une démarche fondée sur la clarté permet d'envisager l'avenir.

A ceux qui nous accusent de faire le jeu de la droite et de l'extrême-droite, nous répondons sereinement : c'est le silence (qui se nourrit de malentendus), c'est la peur de la critique, qui permet une politique des concessions qui elle, et elle seule, renforce la droite et l'extrême-droite. La France, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, en fait l'expérience dans tous les domaines.

La plupart des gens convaincus se définissent comme tels, toujours au nom d'une cause. Parce que leurs idées politiques sont contraires à celles de l'extrême-droite. Parce que leurs idéaux humanistes s'opposent farouchement au racisme.

Le problème c'est que lorsque l'on se mobilise au nom d'une cause, on se sent sûrement solidaire de ces pauvres bougres qui subissent des injustices intolérables mais l'on ne se sent pas vraiment concerné. On tend sa main, tout au plus, parce que l'on se sent à une distance sûre de cette souffrance.

Sur la question essentielle des jeunes, il est nécessaire que les institutions antiracistes remettent en question des pratiques qui prouvent qu'elles ne considèrent pas ces jeunes comme des partenaires à part entière. Elles refusent actuellement de comprendre que ceux-ci ont d'autres buts que d'adopter un mode de vie qui est celui du mode de vie en caserne. L'intégration proposée aujourd'hui signifie le sacrifice de notre intégrité. En fait, la richesse portée par cette jeunesse vient du refus de certaines valeurs traditionnelles. Et c'est cela la véritable modernité.

LE CARCAN ANTIRACISTE

LE débat sur les nouvelles formes de citoyenneté ne peut pas être envisagé avec des partenaires extérieurs avant que s'instaure un rapport de force favorable à l'expression des quartiers, qui passe par la remise en cause du carcan antiraciste. A servir le racisme à toutes les sauces, on finit par le banaliser. Et surtout occulter des problèmes qui ne sont pas exclusivement ceux de l'immigration.

Il est nécessaire que les liens entre les gens convaincus et l'immigration s'opèrent sur d'autres modes que ceux de la solidarité et du soutien parce que les résistances des jeunes des cités aujourd'hui concernent tous les habitants de ce pays. Aucune mère ne peut croire ses enfants à l'abri des 22 long rifle des beaufs détraqués par la folie sécuritaire.

Beaucoup de mouvements, d'organisations de gauche et d'extrême-gauche parlent de racisme à tort et à travers pour justifier les uns, leur vocation, les autres pour légitimer l'inscription de la lutte antiraciste dans leurs programmes. L'immigration est ainsi marginalisée. Elle devient un monde mystérieux, tellement mystérieux qu'il finit par nourrir tous les fantasmes de l'imagination nationale. On peut en dire n'importe quoi sans prendre le risque d'être contredit. Et l'on s'en donne à cœur joie ! C'est une véritable convergence des symboles et discours : les fachos et l'archétype des invasions barbares, les gauchos et l'étendard de la révolte des damnés de la terre, les cathos au nom de la compassion, etc. Rien d'étonnant à ce que les habitants des cités périphériques plient sous le poids des symboles ».

(Les intertitres sont de la rédaction)



LA FERMETÉ FACE A LA « FLEXIBILITÉ »

AGORA. Peux-tu d'abord rappeler les points contenus dans le protocole sur la fameuse « flexibilité ».

Roselyne. D'abord, c'est l'aménagement du temps de travail sur l'année. Cette disposition aurait permis au patronat d'augmenter le temps de travail certaines semaines et de le diminuer pendant d'autres périodes. Or, nous nous sommes toujours battus pour la réduction du temps de travail tant journalier qu'hebdomadaire. Le patron avait là le moyen de faire travailler en fonction de ses propres intérêts.

Les procédures de licenciements étaient aussi en discussion. Aujourd'hui, chaque fois qu'une entreprise licencie, il y a forcément un plan social qui envisage soit la formation, soit le reclassement, soit d'autres boulots ailleurs. Selon le protocole, il aurait fallu que le licenciement touche au moins 10 personnes pour que le plan social soit appliqué. L'astuce pour le patron, et tout le monde l'a vu, consistait à licencier, disons 9 personnes tous les mois.

Agora. Est-ce la raison pour laquelle les syndicats, à la base, ont réagi ?

Roselyne. Ils ont réagi sur cela mais aussi sur le point des fameux seuils de représentation. Aujourd'hui, les délégués du personnel existent à partir de 10 salariés et le Comité d'entreprise à partir de 50. Le protocole prévoyait d'exclure de ce décompte les salariés en congé de maladie, en congé parental de maladie et les apprentis...



POUR la première fois, depuis bien longtemps, les travailleurs se sont opposés, sans équivoque au « modernisme » du CNPF et des directions syndicales.

A la CFDT, le protocole d'accord, concocté par la direction confédérale avec le patronat, a été rejeté unanimement par la base. Ce fut, à la fois une surprise et une énorme espérance pour beaucoup.

C'est quelques jours après ce coup d'éclat que nous avons interviewé Roselyne, militante de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires et membre du syndicat Communistes-CFDT de Toulouse.

Par ce système, bon nombre d'entreprises ne pouvaient avoir d'instance représentative du personnel. C'était une réduction très importante du droit syndical.

Agora. Comment expliques-tu que l'ensemble de la base syndicale ait réagi contre ?

Roselyne. Je l'explique surtout parce que c'est une atteinte très grave sur tous les plans. Si le protocole avait été signé, compte tenu de la « combativité » patronale, il aurait été, surtout dans les petites entreprises, très difficile de riposter.

Agora. Quel est, sur ce point, le dysfonctionnement entre le sommet et la base du syndicat ?

Roselyne. La Confédération a dû estimer que les aspects, soi-disant positifs, contenus dans ce protocole, par exemple la consultation des CE lorsqu'il y a introduction de nouvelles technologies, étaient suffisants pour faire passer le reste. Elle a peut-être estimé, fausement, comme le patronat et le gouvernement, que la « flexibilité » permettrait sinon d'embaucher vraiment du moins de réduire les licenciements. Je pense que l'analyse de la base est différente : c'est pas en faisant des cadeaux au patronat, qu'on arrivera à limiter les licenciements. Au contraire, je pense que la crainte des syndicats, à la base, c'est que s'il y a moins de contrôle, la bagarre sera plus difficile et le patronat pourra licencier plus facilement.

Agora. Lorsqu'au cours de la réunion de l'UD (Union départementale) les syndicats se sont prononcés, y a-t-il eu unanimité ?

Roselyne. Un syndicat a voté pour, un autre s'est abstenu (le Sgen) mais tous les autres ont été unanimement contre.

Et pour la première fois depuis longtemps, la salle était comble. Il y avait même, parfois, 2 à 3 délégués mandatés, par syndicat. C'est dire que l'importance de la question en débat avait été perçue par tous.

Agora. Selon toi, cette réaction de la base, aura-t-elle une influence sur le prochain Congrès de la CFDT ?

Roselyne. En fait, je pense qu'il faut nuancer. Ce protocole a été pensé par la partie droitiste de la Confédération, c'est-à-dire par des gens comme Kaspar ou Jaqué. Maire apparaît, dans ce cas, assez modéré. Au-delà de ces divergences au sommet, on peut espérer que le Congrès sera l'occasion de véritables débats jusqu'à présent gommés. Le refus de la base permettra, j'espère, de couper la route aux plus droitières au moment du Congrès.

Mais comme il n'y a pas d'équipe alternative au niveau de toutes les instances, c'est donc prématuré, à mon avis, de penser à retrouver ce qu'a été la CFDT à un moment donné.

Ceci dit, désormais, après l'épisode sur la «flexibilité», la confiance n'existe plus entre la base et le sommet. Aujourd'hui les syndicats, à la base, ont peur que la direction ne leur fasse un «petit dans le dos», c'est-à-dire ne signe, par des moyens détournés, l'accord avec le CNPF. En tout cas, le soir du vote à l'Union départementale, beaucoup étaient prêts à déchirer leur carte si la CFDT signait l'accord. D'autre part, nombreux étaient ceux qui pensaient que la direction confédérale se passerait de leur opinion pour ratifier le protocole.



Agora. Ce mécontentement de la base peut-il se retrouver autour des idées développées par l'opposition syndicale ?

Roselyne. L'opposition syndicale a été très utile à des militants dans l'impossibilité de réfléchir dans leurs structures. Les réactions face au protocole vont enrichir ces débats. Mais il s'agit surtout aujourd'hui de mener des discussions à l'intérieur du syndicat que ce soit dans les sections ou les UD.

Agora. Penses-tu que la «flexibilité» passera tout de même ?

Roselyne. Je ne pense pas que le gouvernement puisse actuellement imposer ces mesures. Il y a eu une réaction trop forte de l'ensemble des syndicats, à la base. Tous les militants syndicaux, quelle que soit leur appartenance, tous les travailleurs ont vu le danger.

Propos recueillis par V. Marcos

LA « FLEXIBILITE » A CARREFOUR-TOULOUSE... on n'en veut pas !

DANS toutes les boîtes, on a beaucoup discuté autour du protocole d'accord sur la «flexibilité». Voici le bilan qu'en ont tiré des militants cédédites de «Carrefour».

« **P**OUR nous, le point le plus grave du protocole c'était l'annulation du temps de travail qui, d'une part nous aurait fait travailler 60 heures par semaine en décembre et 30 en février, mais d'autre part aurait immédiatement entraîné des licenciements. Comme l'a déclaré le patron de «Carrefour» dans «Libération» : «A court terme, l'annualisation entraîne des débauchages et, à moyen terme, les magasins qui auront répercuté l'économie ainsi réalisée sur leur prix de vente pourront réembaucher.

« Ainsi donc, l'annualisation c'était la porte ouverte à une concurrence plus grande entre les entreprises de commerce, ce qui se serait traduit par une rentabilisation plus poussée du personnel au détriment de la vie !

Si toute la base du syndicat a refusé de signer le protocole, ce refus ne portait pas toujours sur les mêmes points que nous. Certains ont refusé les aspects concernant les seuils de représentativité syndicale. Selon nous, cela n'aurait pas changé grand chose à la réalité actuelle dans les PME. Mais si le refus de signer a été si général, c'est que, pour tout le monde sont apparus clairement l'aggravation des conditions de travail et l'extension du pouvoir patronal.

Nous sommes aussi très inquiets car le Bureau national de la CFDT est prêt à signer la moitié de l'accord (celle à laquelle nous sommes le plus opposée) et à discuter sur l'autre partie. En ce qui nous concerne, nous refusons la totalité du texte et nous aimerions être entendus aussi bien par les pontes CFDT que par l'opposition syndicale. Et vive Pancho Villa ! ».

Des syndicalistes Cfdt de «Carrefour-Toulouse»

COORDINATION DES LIBERTAIRES INFORMATIENS

Une page blanche
offerte en toute liberté
à un mouvement.

C.L.I.
Chez Y M D
B.P. 427.16
75769 PARIS CEDEX 16

AUJOURD'HUI, face à un manque flagrant de libre et véritable information concernant l'informatique (ses métiers, ses applications, ses conséquences) se dresse une initiative libertaire qui tend à regrouper, au sein d'une coordination, tous ceux et celles, informaticiens ou non, qui ne veulent pas être les dindons de la farce « technico-capitaliste » en restant des pantins travaillant à leur propre aliénation entre les mains d'apprentis sorciers qui jouent avec les nouvelles technologies.

UN gros travail d'information reste à faire et une réflexion s'impose sur bon nombre de points touchant la famille des «-tiques».

Nous tâcherons ici d'énumérer brièvement ceux pour lesquels nous comptons, au-delà de discussions souvent stériles, établir de véritables études, propositions, stratégies de lutte.

ETRE INFORMATIEN EN 1985?... LA BELLE AFFAIRE !

QUE l'informaticien soit en SSCEI, en intérim, en fixe ou chez un constructeur, quelles sont ses conditions de travail, ses cadences, ses droits, le contenu des différentes conventions collectives, celui de la loi informatique fichier et liberté ? La course au progrès engendre une réalité.

Pour ne pas être amené à grossir l'armée de chômeurs (eh oui, des informaticiens licenciés, au chômage technique ou non, au rencard, ça existe !...) une formation quasi permanente et un recyclage s'avèrent nécessaires.

Marché du travail (profils très spécifiques, annonces sans lendemain...); moyens de recrutement (tests psycho, enquêtes sur l'individu dues à une obsession de la sécurité); grilles de salaires grossies à fin d'appât; grèves d'informaticiens brisées...

Il est grand temps d'ouvrir les yeux sur le futur « idyllique » promis aux informaticiens et sur la circulation d'informations souvent erronées les concernant.

VOULOIR DEVENIR INFORMATIEN !

LA fabrication d'informaticiens via le cursus arnaque, 3 ou 6 mois, fric-formation privée avec à la clé assurance verbale d'une intégration dans la vie professionnelle ne fonctionne plus !... Ce leurre et ces espoirs généreusement distribués sont à dénoncer.

Plus les techniques progressent, et moins il y a de travail (moins d'opérateurs, moins de programmeurs, de plus le développement de la sous-traitance tend à précariser les emplois). Pourquoi donc s'acharner à « embrigader » des jeunes en leur cachant les réalités ?

LA RESPONSABILITE DE L'INFORMATIEN !

FICHAGE, atteintes aux libertés individuelles, danger d'interconnexion de fichiers, falsification voulue d'informations, autant de sujets devant lesquels les informaticiens semblent capituler... Entre leurs mains circulent parfois des informations qui devraient apparaître au grand jour. Un travail de prévention et de dénonciation est donc nécessaire.

L'ORDINATEUR, « GRAND SORCIER DU SIECLE » !

IL est temps de démystifier l'ordinateur, il n'est pas infaillible. Démystifions aussi l'informatique, somme de connaissances souvent très abordables. De plus, ce qui peut paraître nuisible dans une société en compétition productiviste suicidaire régie par la loi dite des

« prix-salaires-profits », pourrait ne pas l'être demain dans une société libertaire. L'ordinateur doit être un outil à notre service et permettre la réduction du temps de travail.

L'utilisation qui est faite aujourd'hui de l'informatique tend à prouver qu'elle veut nous aliéner ! Montrons qu'il existe d'autres utilisations possibles (exemple : véritable interactivité, messagerie, au sein des banques de données, participation des usagers et non passivité).

Tous ces problèmes s'immiscent dans notre quotidien et nous concernent tous.

Alors, libertaires, informaticiens souvent isolés, manipulés, sans liaison établie entre vous, pourquoi ne pas rejoindre la

Coordination des Libertaires Informaticiens (C.L.I.)

qui regroupera des libertaires de toute tendance et sera organisée sur le principe du libre fédéralisme, conservant aux groupes et individus leur autonomie ?

Un bulletin d'informations, qui accordera toute publicité à toute activité s'exerçant dans le cadre de la propagande des idées libertaires concernant l'informatique, sera diffusé ; un congrès annuel organisé.

Parmi nos projets :

- une bibliothèque de brochures et d'ouvrages informatiques, entr'aide, auto-formation, débats ;

- un soutien à l'implantation de SCOPS, etc.

Associations, individuels, informaticiens ou non, intéressés par cette initiative, prenez rapidement contact avec nous :

A bientôt !



KIOSQUE

MOUVANCE

Le 9 novembre la section anti-terroriste débarque dans le locaux de Molotov et confetti, un tout nouveau fanzine parisien (un numéro paru). Le fanzine n'est pas directement visé, mais son local et ses rédacteurs sont « remués » quelque peu par nos chers pandores. Accusation : avoir fait sauter un magasin Pier Import à Paris signé « Géronimo »... Aux dernières nouvelles, la sortie d'un prochain numéro ne semble pas compromise. Mais l'on attend les suites de la bavure... Molotov et confetti est un fanzine consistant, intervenant sur une grande partie des secteurs des luttes urbaines. Sous forme d'articles, d'interviews et autres, l'actualité des squatts (Paris 19^e), la création « d'un centre autonome "occupé" (C.A.O7), la musique, les taulards, l'insoumission, le féminisme, sont abordés dans cette première parution. A travers une maquette punkoïde et malgré une légère surcharge de texte, la rédaction de *Molotov et confetti*, assistée des « fourmis rouges », assure des informations et une lecture intéressantes, se situant dans la mouvance autonome. « M. & C » se veut être un pôle et un catalyseur de référence aux luttes urbaines. A bon entendeur...

« Molotov et confetti », c/o « Les portes de la nuit », 9, rue Müller 75018 Paris (adresse provisoire). Prix à débattre.

KIOSQUE

OBJECTION,
MODE D'EMPLOI

Décidément, les temps changent. Autrefois trait d'union et porte-voix des insoumis « totaux », « **Avis de Recherche** » consacre sa dernière livraison à l'objection. Désormais, place au réalisme : « **Objection, mode d'emploi** » prend pour parti de n'en prendre aucun.

Répondant parfaitement au « comment » être objecteur (et non au « pourquoi »), ce petit livre constitue la quatrième publication pratique destinée aux objecteurs à paraître, en moins d'un an (après les guides des militants d'Objection Collective, du MOC et du MAN-103 toulousain). Ni brochure antimilitariste, ni simple guide, ce « **Mode d'emploi** » a l'incontestable mérite de rassembler nombre d'adresses, documents et chiffres jusqu'alors épars.

Style alerte, presque télégraphique, remarquable présentation, ce tableau de la « mosaïque objo » des années de crise se consulte avec un plaisir inégalé. Bravo à Anne Lou pour la conception graphique ! Dommage que les trop brefs textes politiques de Denis Langlois et Jean-Jacques De Félice soient insuffisants à faire oublier le souci d'objectivité d'un « *écrivain-journaliste indépendant* » (sic). Modernité, quand tu nous tiens...

Michel AUVRAY

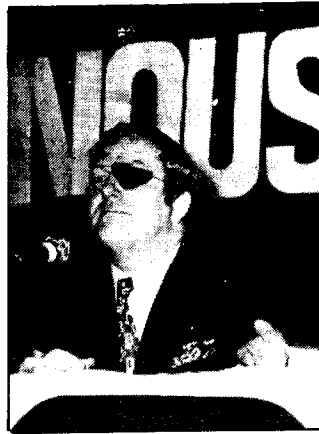
Pierre Martial, « **Objection, mode d'emploi** », Editions Avis de Recherche, 130 pages, 43 F.

LAMINOIR

Ceux qui lisent la presse libertaire ont déjà rencontré ses dessins aux détours des pages. Jean-Louis Phan-Van, c'est le crayon noir par excellence, celui qui dénonce et attaque. Bonne initiative des Editions de Quat'Sous de recueillir les traits de Laminoir et de les publier dans un format agréable à l'œil. On peut déjà parier que cet ouvrage sera amplement pillé par des revues anti-autoritaires, d'autant plus que l'éditeur avisé précise que « toute reproduction est vivement conseillée ». A vos photocopieurs !

T.A.

• « **Laminoir** », dessins de Jean-Louis Phan-Van, Editions de Quat'Sous, B.P. 403, 80004 Amiens Cedex, 35 F.

LE PEN
ATTENTION
DANGER

Telle une araignée - après bien des tâtonnements - ça y est ! Il a tissé sa toile et quoiqu'encore fragile quelques mouches s'y sont déjà laissées prendre...

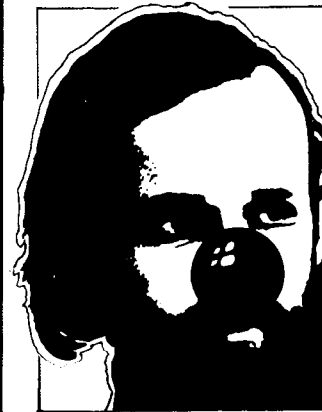
Il en aura fallu du temps pour tisser cette toile... Quasiment vingt ans... C'est que, malgré toute l'ardeur mise à l'ouvrage, ce ne fut pas facile. L'ambiance, la situation politico-économico-sociale ne s'y prêtant guère. Alors pourquoi maintenant ? La crise dont on parle tant, y est-elle pour quelque chose ? Le silence provoqué par l'arrivée des socialo-communistes au pouvoir jusque-là besogneux de l'araignée ? Cela ne fait pas l'ombre d'un doute, mais qu'importe, le fait est qu'il y a maintenant une toile dans le décor... Désagréable, provocante, intolérable pour certains, attirante voire excitante pour d'autres. C'est que la bestiole a su y mettre la dose : un quart d'immigrés et tout ce qui est sensé l'accompagner (délinquance, insécurité, chômage...) ; un quart de patriotes outranciers ; un quart d'anticommunistes et d'antisémites ; le dernier quart servant de liant.

Faut croire que c'était bien dosé puisque des mouches s'y sont prises... 10,25 % de « bons Français », pantouflards, racistes, éhontés, tous aussi dangereux les uns que les autres.

Pour en savoir plus, lisez le livre de Edwy Plenel et Alain Rollat qui étudie de près la stratégie de l'araignée.

M.N.

• E. Plenel et A. Rollat, « **L'effet Le Pen** », Ed. La Découverte, 243 p., 67 F



EN CE TEMPS-LA

Le CIRA-Marseille publie une première « Contribution à l'histoire du mouvement anarchiste pendant la période 1939-45 » avec le témoignage de Jean-René Saulière, plus connu sous le nom d'André Arru. Evasions, faux-papiers, tracts et affiches... l'activité d'un libertaire et la reconstitution d'un mouvement. Sous les anecdotes, une page d'histoire avec ses leçons : ainsi, quand les résistants communistes (et patriotes) libèrent une prison, ils « oublient » d'ouvrir les portes des cellules où sont enfermés les anars... En prime, des photos et documents, dont l'affiche « Mort aux Vaches ! ». Publication à suivre et poursuivre... pour retrouver notre mémoire.

T.A.

• CIRA, « **Les anarchistes et la résistance** », 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille (35 F).

KIOSQUE

BOLIVIE

LA C.O.B. TOURNE A GAUCHE

DU 3 au 14 septembre dernier s'est déroulé le VI Congrès de la Centrale Ouvrière bolivienne (COB). Plus d'un millier de délégués, réunis à Cochabamba, ont déterminé ainsi de nouvelles orientations pour le mouvement ouvrier bolivien. Elles ont, entre autres, contribué à l'isolement de l'Union démocratique populaire aujourd'hui uniquement soutenue par les sociaux-démocrates et la droite. Le PC et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) qui soutenaient jusqu'alors le gouvernement, viennent en effet de le quitter. Depuis le Congrès, la COB s'est engagée dans des luttes plus radicales. En novembre dernier, elle lançait une grève générale qui aboutit, peu de temps après, à une augmentation de 550 % des salaires. Mais face à la droite « narco-fasciste » bolivienne, la COB ne pourra que maintenir ses luttes. C'est le Congrès de Cochabamba qui en a tracé les lignes directrices.

EXTRAITS DE LA PLATE-FORME DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE UNIFIEE

La période allant de novembre 1982 à août 1984 révèle une tendance de plus en plus accentuée à une multiplication des conflits sociaux. Cela est déterminé par deux facteurs : d'une part, l'aggravation de la crise, avec l'orientation persistante du gouvernement qui s'efforce d'y remédier par des mesures antinationales et antipopulaires et, de l'autre, le fait que les mobilisations populaires défensives permettaient l'adoption d'accords que, toutefois, le gouvernement ne respectait pas.

La défense du processus démocratique en tant que conquête des travailleurs contre les dictatures militaires a incontestablement été l'une des préoccupations fondamentales du mouvement ouvrier. Nous défendons et nous défendrons ce processus qui représente une condition du développement de nos luttes et du renforcement de nos organisations. Nous défendons le processus contre ses ennemis de toujours, les grands entrepreneurs partisans du coup d'Etat et leurs alliés dans l'armée. Nous le défendons également par rapport au gouvernement. En effet, la déstabilisation du processus démocratique n'est pas que le résultat des complots de la droite. Elle est aussi déterminée par le gouvernement lui-même, dans la mesure où ses décisions économiques successives affectent les couches travailleuses, les démoralisent et les amènent à perdre confiance dans la démocratie...

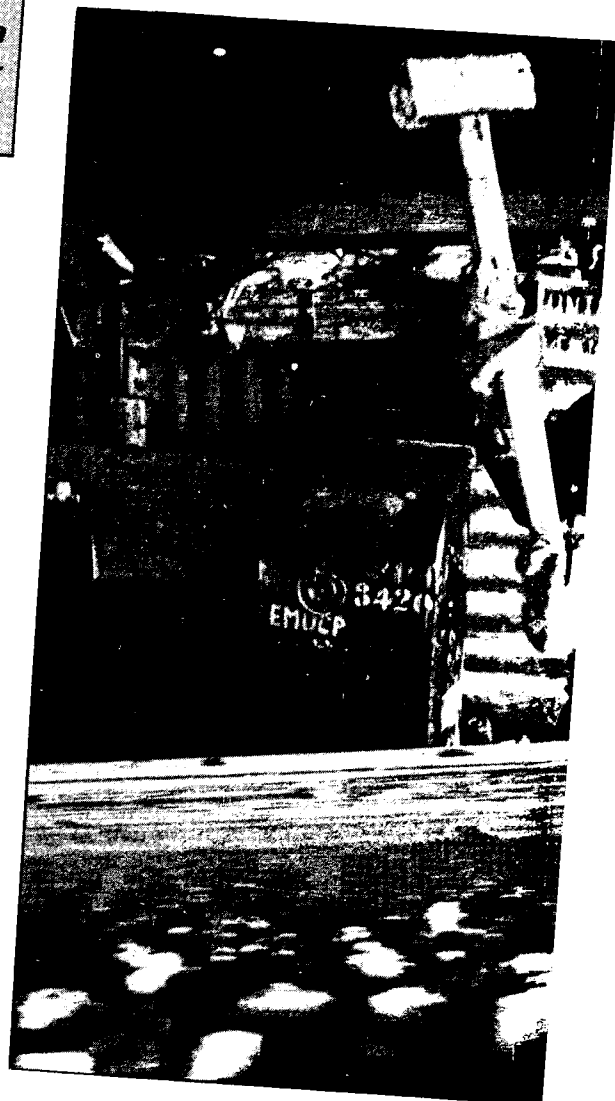
Nous avons donné la plus grande preuve de notre engagement dans le processus démocratique, le 30 juin dernier à l'occasion du coup d'Etat avorté des fascistes liés au trafic de drogue. Nous avons suspendu la grève générale et nous avons serré nos rangs autour de la COB. Toutefois, ce qui nous intéresse, ce n'est pas l'institutionnalisation formelle de la démocratie bourgeoise. Ce qui nous intéresse, c'est la préservation de ce processus non comme un but en soi, mais dans la mesure où il nous permet de nous renforcer pour avancer à pas sûrs vers la réalisation de nos objectifs stratégiques.

Collectif Libertaire Novatense

Le VI^e congrès de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) s'est terminé par le triomphe des positions de la gauche révolutionnaire. Les thèses réformistes, légalistes, ont été battues en brèche. Et, malgré les divergences, l'unité de la COB a été préservée.

La crise politique et sociale qui secoue tout le pays avait, à plusieurs reprises, contraint à reporter le congrès. Même au dernier moment, certains secteurs n'avaient pu désigner leurs délégués. Cette dernière difficulté, qui affectait les syndicalistes des banques, du pétrole et de l'industrie, provoqua le report au 14 septembre de l'assemblée générale prévue initialement pour le 3. En effet, la vérification précise des mandats était vitale pour le bon déroulement du Congrès. La présence majoritaire, ou l'absence, d'une tendance pouvait changer toute l'orientation.

Le Congrès, comme prévu, fut un « accouchement difficile ». Les discussions montrèrent les difficultés du mouvement ouvrier bolivien à analyser la situation actuelle et à adopter une ligne d'action pour les quatre prochaines années. Mais les débats furent honnêtes, dignes d'une organisation ouvrière démocratique. Les décisions furent acceptées par tous.



Mineur t

LES COURANTS IDEOLOGIQUES

DES le début du congrès, deux courants apparurent : le légaliste, l'anti-légaliste.

L'aile légaliste était menée par le parti communiste pro-soviétique. Celui-ci, surtout après la débandade trotskiste, était presque hégémonique au sein du mouvement ouvrier bolivien. Mais depuis lors, la présence des leaders de PCB au sein du gouvernement d'Unité Démocratique et Populaire (UDP) qui a adopté des mesures antiouvrières, a contribué à la perte de sa force syndicale. Le PCB possédait en outre de nombreux alliés : aux militants du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), secteur légaliste social démocrate, s'ajoutent le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire de Gauche (MNRI), le Bloc Syndical de Base et le groupe de Filemon Escobar lié à l'hebdomadaire «Aqui». Paradoxalement, ce dernier avait été violemment antilégaliste pendant ces 2 dernières années. Enfin, les trotskistes dissidents appartaient eux aussi, leur soutien au PCB.

Le Parti Socialiste était divisé en deux fractions : les légalistes (Cortez), les anti-légalistes (Travailleurs).

Au début du Congrès, chaque groupe ou parti légaliste présenta ses projets politiques et syndicaux.

Le PCB appuya totalement le gouvernement et Escobar proposa d'utiliser la

COB comme alternative aux partis politiques.

Les antilégalistes, unis dès le début du Congrès, étaient regroupés au sein de la Direction Révolutionnaire Unifiée (DRU). A l'intérieur de ce regroupement se rassemble toute la gauche révolutionnaire considérée comme « radicale ». On y retrouve le Parti Révolutionnaire National de la Gauche (PRIN) de Juan Lechin (trotskiste), le PCB-ML, indépendant et soudé autour de Paz Estenssoro, le PS-I travailliste, le MIR ouvrier, d'ex-militants du PCB, le Mouvement Paysan de base de Victor Morales, le Mouvement Révolutionnaire Tupac Katari (MRTK) et enfin les anarchosyndicalistes.

DES ANALYSES DIFFERENTES

La tendance légaliste défend le gouvernement de peur d'un coup d'Etat de la droite. Si elle reconnaît que des erreurs ont été faites par l'UDP, elle pense aussi qu'il peut rectifier ses positions et réaliser certains points de son programme social. Les légalistes argumentent leurs thèses en rappelant les coup d'Etat fascistes militaires de 64 à 71 qui firent reculer le mouvement ouvrier. En fonction de cela, ils récuse les positions radicales susceptibles, selon eux, de provoquer une réaction des militaires.

Le mouvement révolutionnaire serait donc incapable de stopper un coup de la droite. Le climat actuel de démocratie est préférable donc à la dictature. La DRU répond à cette argumentation. Pour elle, la menace du coup d'Etat est un chantage qui a permis au gouvernement de mener à bien ses plans antiouvriers et de favoriser la bourgeoisie financière et importatrice. Si l'on doit défendre le processus démocratique, il ne s'agit pas d'accepter la stagnation, ou, pire, le recul du mouvement ouvrier. Les antilégalistes reprochent à la démocratie d'avoir renforcé l'entreprise privée et, en portant des coups au mouvement ouvrier, d'avoir créé des bases sociales au fascisme. Quant à l'expérience historique, elle montre surtout que la doctrine de « Sécurité Nationale » ne peut s'appliquer au contexte bolivien actuel. En effet J.-J. Torres n'a pas été écarté à la suite d'un conflit avec l'Assemblée Populaire mais par un contexte national et international qui bloquait toute avancée révolutionnaire.

Pour la DRU, le gouvernement de l'UDP n'est pas à égale distance de la gauche et de la bourgeoisie. Il se situe dans le camp de la droite et de l'impérialisme. Ses méthodes économiques sont celles défendues par le FMI (Fond Monétaire International) et par les Etats-Unis. le sens à donner à la destruction des cultures de cacao.

A l'intérieur de la DRU, un groupe plus radical, le POR (LORA), assimile le gouvernement actuel à une dictature et souhaite une lutte frontale contre lui.

LE BILAN DU CONGRES

TOUTES les positions théoriques ont été largement débattues au point que certaines sessions ressemblaient à une véritable université ouvrière. La démocratie tant défendue par la COB a permis à tous de s'exprimer.

A la fin du Congrès, la résolution signée par toutes les organisations de la gauche bolivienne, a été largement approuvée. Les thèses socialistes du IV^e congrès ont été maintenues et le processus démocratique est désormais considéré comme une avancée dans la conquête révolutionnaire.

Au niveau économique, les revendications d'augmentations salariales en pourcentage et autres propositions « économicistes » ont été repoussées. Par contre, est mis désormais en avant le plan anticrise de la COB et sa lutte anti-oligarchique et anti-impérialiste. La revendication de salaire minimum intégré dans l'échelle mobile devient prioritaire.

Lors de la discussion sur les problèmes économiques, la participation de Lechin a revêtu une importance particulière. Il en a effet montré comment les dictatures s'efforcent de liquider les entreprises nationalisées et comment l'UDP, elle-même est allée dans ce sens.

Les congressistes ont donc décidé d'adopter des positions capables d'augmenter la production et d'accepter des solutions structurelles aux problèmes économiques.

Enfin, le Congrès a approuvé un certain nombre de motions, l'une visant à développer l'activité féminine dans la COB, l'autre à lutter contre la présence de militaires dans les zones de culture de la coca et contre l'ingérence des Etats-Unis dans la lutte contre les narcotiques.

Et en dernière instance, après avoir salué la création d'une section paysanne, la COB a débattu de sa participation au secteur culturel, sachant que l'université ouvrière du district minier de Siècle XX fonctionne déjà bien.

LES NOUVELLES INSTANCES : L'ECHEC DU PCB

L'ELECTION du nouveau Comité Exécutif a souligné la force de la nouvelle majorité antilégaliste. Le PCB a perdu le poste des relations extérieures détenu depuis 20 ans par Simon Reyes. Comme les communistes, les membres du MIR légaliste n'ont obtenu que des fonctions secondaires. Mais ils ont affirmé leur volonté de maintenir leur soutien à la COB.

Pour ces deux organisations, les débats internes ne sont pas clos. Le MIR légaliste a repoussé les réclamations de sa base visant à obtenir, à travers un congrès extraordinaire, la non-participation au gouvernement. Quant au PCB, il doit se réunir en octobre et l'on prévoit une bataille entre le secteur ouvrier et les leaders qui ont soutenu la politique pro-FMI du gouvernement.

Aujourd'hui en tous cas, la COB, quant à elle, paraît plus cohérente. A travers la DRU, créée en 78 mais qui n'a trouvé une unité qu'à des moments ponctuels, une brèche est peut-être ouverte aujourd'hui.

Ainsi s'offre la possibilité d'une unification des partis de la gauche révolutionnaire.

Dans tous les cas, le congrès a montré l'unité actuelle du mouvement ouvrier et la vanité de la droite dans ses tentatives pour la désarticuler.

Espérons que la COB soit ainsi plus à même d'affronter les nouvelles menaces putchistes.



R.F.A.

LA LUTTE DES 35 HEURES

Deux pas en avant, un pas en arrière

DANS toute l'Europe, l'extension du chômage pose concrètement la possibilité de réduire le temps de travail.

En R.F.A., la lutte pour les 35 heures a rappelé l'importance du problème. Durant le premier trimestre 84, on a dénombré 5,4 millions de journées de travail perdues pour fait de grève ou de lock-out.

Que s'est-il donc passé dans ce pays jusqu'à présent à l'abri des mouvements sociaux ? Que fait donc la centrale syndicale DGB (Deutsche Gewerkschaft Bund), pilier de la stabilité et « grand encadreur » de la classe ouvrière ?

DE 1951 à la fin des années 70, la DGB a joué la coopération avec le capitalisme. La politique salariale pratiquée par la confédération ne visait pas à une redistribution des richesses mais à l'obtention d'augmentations salariales qui correspondaient, plus ou moins, à l'accroissement du profit des entreprises. Le plein emploi et une cogestion assez poussée complétaient le paysage social.

Mais, à partir de 77, on ne peut plus nier les limites de cette politique. L'économie de la RFA est ébranlée : le nombre des secteurs en crise augmente, les entreprises commencent à se « moderniser ». Le chômage, qui touche un million de personnes à cette date et 2,3 millions aujourd'hui, devient le problème numéro 1 du pays.

LE SYNDICAT DANS LA CRISE

LA DGB n'est pas épargnée par la crise : le nombre de ses adhérents comme son influence politique sont en baisse. Les chômeurs, quant à eux, s'organisent peu à peu : comités de chômeurs, journaux... La DGB se voit obligée d'infléchir son action. C'est en 77 que le congrès de la fédération des métallurgistes, l'IG-Metall, revendique pour la première fois la semaine de 35 heures. Mais, au niveau confédéral, il faudra attendre 1982 pour que le congrès de la DGB reprenne à son tour cette revendication, chaque syndicat restant libre de moduler cet objectif. Si les métallos, les imprimeurs (IG-Druck und papier) et la Fonction publique (ÖTV) luttent désormais pour les 35 heures, les syndicats les plus conservateurs (chimie, restauration, mines, bâtiment et textile) restent, quant à eux, favorables à un abaissement de l'âge de la retraite.

Mais un syndicat seul ne peut imposer la réduction du temps de travail. C'est ce que prouva la lutte isolée des métallos en 78-79. L'IG-Metall et l'IG-Druck firent donc alliance en 84 sur ce thème. Fortes de leur expérience des luttes, les deux fédérations décidèrent d'agir au moment où leurs conventions collectives devaient être renégociées.



22 mai 84, Francfort, Opel en grève pour les 35 H.



LES METALLOS EN GREVE

DES le départ de la grève, leur revendication est claire : réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures sans perte de salaire, cette réduction étant échelonnée sur plusieurs années.

Dès le début, le ton se durcit. On assiste à une levée de boucliers du patronat et du gouvernement. Aux premiers débrayages succèdent des grèves qui paralysent l'industrie automobile. Pour tenter de diviser les ouvriers, les patrons déclenchent des lock-out et l'Office du travail refuse de verser les indemnités de chômage partiel aux ouvriers touchés par les fermetures d'usines (cette décision a été invalidé par les tribunaux à la suite d'un recours de l'IG-Metall). 58 000 métallos seront ainsi en grève pendant 7 semaines ; 45 000 ouvriers seront touchés par le lock-out. On a estimé à 4 milliards de marks le montant de la production perdue.

L'accord signé, après concertation, brise le tabou des 40 heures. Dans l'imprimerie, la durée effective du travail sera réduite à 38,5 heures pour tous, sans perte de salaire, à partir du 1^{er} avril 85. Mais une porte a aussi été ouverte à la « flexibilité » : la durée individuelle du travail pourra être de 37 à 40 heures. Les modalités de la mise en œuvre de l'accord ont fait et font encore l'objet de négociations entre les patrons et les différents comités d'entreprise. De fait, les 35 heures, même échelonnées sur plusieurs années, n'ont pu être obtenues. De plus, il faudra attendre fin 86 pour que s'ouvrent des négociations dans ces deux branches et à ce moment-là, pour la première fois, les conventions collectives pourront être dénoncées.

Au mieux, on peut estimer que cette réduction d'horaire permettra de maintenir les effectifs actuels. Mais dans certaines entreprises, comme par exemple le groupe Thyssen, les 500 emplois créés ne compenseront pas les 4 600 supprimés l'année dernière.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LA deuxième manche s'est jouée dans la fonction publique. En automne, la revendication était de 10 jours de libre dans l'année, en plus du congé annuel. L'argumentation se fondait sur le fait que la structure de la branche ne permettait pas une réduction hebdomadaire. Mais ces 10 jours correspondent à une semaine de 38,5 heures et non aux 35 heures. C'était donc, dès le départ, un recul. Cela ne suffit pourtant pas à dégeler les négociations avec le Gouvernement, les Länder et les Communes. Sans grève, il s'aurait impossible d'imposer cette revendication. Or, la base syndicale n'était ni préparée ni mobilisée. Le syndicat préféra donc accepter la dernière offre des employeurs : 3,2 % d'augmentation de salaire pour tous, 3 jours de libre par an pour les personnes de plus de 58 ans. Cette dernière mesure devra s'appliquer, à partir de 86, aux plus de 50 ans. A partir de janvier 87, tous les fonctionnaires auront droit à 2 jours de congé de plus.

L'accord ainsi ficelé a été repris depuis par les postiers et les cheminots. Comme l'ensemble de la convention restera valable jusqu'à la fin 87, l'échec est d'autant plus grave.

EN GUISE DE PREMIER BILAN

QUELS sont les premiers enseignements à tirer de ce conflit ? Sans grève, il sera impossible d'instaurer la semaine de 35 heures. Même en luttant, cela sera difficile : les imprimeurs en ont fait l'expérience eux-mêmes. Aujourd'hui, les nouvelles techniques permettent aux cadres, aidés d'un petit nombre de jaunes, de sortir un semblant de quotidien de quelques pages : c'est par ce procédé que,

« Pour une production Alternative »

LA peur du chômage, voilà ce qui d'abord provoqua la grève de l'IG-Metall. Mais les Pacifistes et alternatifs allemands ont ensuite, dans certains endroits, infléchi les revendications. L'industrie d'armement a été évidemment leur cible privilégiée.

Dans les chantiers navals Blohm-Voss (6 000 salariés à Hambourg) ils ont lancé l'idée, reprise par l'IG-Metall, de construire des centrales de chauffage, et des éoliennes. A Kiel (Krupp Mak) et à Brême (WFW), ce sont les secteurs qui fabriquent les chars « Leopard » qu'ils ont envisagé de transformer pour permettre la création de produits pharmaceutiques. Au cours de la longue grève des sidérurgistes, l'action des Verts s'est surtout déployée dans les petites entreprises en difficulté. Des forums, des AG ont été organisés. Grévistes et alternatifs ont pu ainsi discuter, voire élaborer des contre-plans.

En tous cas, désormais la production alternative est devenue un pan de la réflexion de l'IG-Metall. Crise oblige...

dans la presse, les effets financiers de la grève ont été atténués et surtout que le change a pu être donné à la population quant à l'importance du mouvement. Les imprimeurs durent donc bloquer la sortie des camions et ceci entraîna l'intervention de la police (un camion de livraison a même foncé sur les manifestants...).

Chez les métallos, ce fut la même chose : au lock-out, répondit l'occupation des usines. D'autres catégories de salariés, comme ceux des transports publics, ont aussi débrayé en solidarité.

Tout ceci était inédit en Allemagne et il est clair que la revendication des 35 heures impose au mouvement syndical le recours à des moyens de lutte plus radicaux et plus politiques. Cette année déjà, la bureaucratie d'IG-Druck, par exemple, a dû essayer quelques critiques de la base.

Il semble d'autre part que, pour avoir un effet sur l'emploi, les 35 heures doivent être instaurées immédiatement sinon les nouvelles technologies prendront le pas sur l'embauche. Les grandes entreprises, quant à elles, continuent à comprimer leurs effectifs...

En résumé on peut dire que la lutte de classe commence à reprendre ses droits en Allemagne. Les tensions à l'intérieur de la centrale syndicale pourraient s'aggraver. Certains sont prêts à remettre en cause la politique syndicale de coopération. Il dépendra des militants de renforcer cette tendance en évitant les écueils que le patronat et le gouvernement ne manqueront pas d'élever : flexibilité et plus de cogestion en échange d'un cadre juridique plus étroit pour régler les conflits sociaux.

G. Lesabotier



CRAIGNOS

CHAUD BUSINESS

22

TLP

LETLP appelle les amoureux de la chanson sur un projet ambitieux. Par l'intermédiaire d'une campagne d'abonnement, un système de financement peut permettre, en dehors de toutes pressions que les soient, de promouvoir des spectacles « rares » : « avec des Fanon, Vignault, Guidoni, Tachan, Gréco, Font et Val, Lamarque, Thieffaine, Langoureux, Ribeiro, etc., pour ne citer que ceux dont les passages TV ou radio relèvent plus du hasard que de la volonté des décideurs ».

Le moyen : la création d'une grande salle (700 à 900 places) au dispositif professionnel indispensable et coûteux. Pour que la chanson populaire ne soit plus cet art que l'on qualifie de « variété », où la médiocratie sonne le glas, contactez via le Théâtre Libéraire de Paris, affaire à suivre... à encourager.

Le Théâtre libéraire de Paris
 Music-Hall
 15, rue Amelot
 75011 Paris
 Tél. (1) 805/34/08

QUAND j'y pense, et bien sûr après j'oublie, à tout cet argent, à ces chiffres pour monter un spectacle. Parce qu'il paraît que plus le spectateur est dans la merde, plus il faut lui donner du grandiose : lumières, mécaniques infernales... (ça doit être vrai, vu ce que cela rapporte). Je me dis, il y en a qui ont du bol. Ou alors il y a un lézard quelque part.

« TOUT EST PERMIS, RIEN N'EST POSSIBLE »

Ay regarder de près, c'est pas un lézard mais un krapo qui vous saute aux yeux. Maisons de disques multinationales, promotion, créneau, look, radios, télé, public, l'assisté, euh ! pardon, « l'artiste » est comme un satellite programmé pour une mise en orbite sur la sphère consommation. Et au-delà de ces images, se trouve une réalité capitaliste bien vivante. Hexagonalement parlant, 200 chanteurs professionnels sur 1500 vivent de leur métier. Cinq grandes maisons de disques multinationales (RCA, WEA, CBS, Polygram, EMI) se partagent en majors le marché ; cette industrie offre 15 000 emplois artistiques et techniques et dégage un chiffre d'affaires de trois milliards de francs, soit la moitié de celui de l'automobile. L'Etat, pour sa part, prend 33,33 % de TVA sur toute la production (le taux le plus haut d'Europe). Et puis d'autres facteurs mal recensés : les labels indépendants issus de la crise et tentant leur chance, les distributeurs pirates pourchassés, l'auto-production en marge pour un temps...

« Ça y est ; j'ai planté le décor, créé le

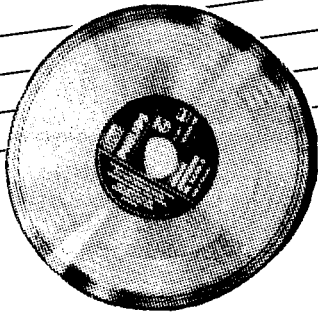
climat de ma chanson, ça sent la peur, ça pue la mort. J'aime bien cette ambiance. Pas vous ? Ah ! bon ! ».

« DENISE, JE SENS QUE JE VAIS PIQUER MA MISE »

DEPUIS 1978, où en une année la vente de 33 T a baissé de moitié, l'industrie phonographique est en crise. Les raisons sont multiples : augmentation des prix dus à la production, baisse du pouvoir d'achat, dévalorisation de l'objet-disque moins gratifiant socialement qu'en 1950 ou 1960, lancement plus coûteux, piratage par cassette vierge (du copinage au bon petit job jusqu'à l'industriel). La tendance qui se dégage alors est, pour les compagnies de disques, d'assurer leurs bénéfices sur les valeurs confirmées. Ainsi, les ventes-records de certains chanteurs, Michael Jackson à l'échelle mondiale, ont permis de maintenir les bénéfices aux dépens de multiples chanteurs non-produits par manque de rendement... Demain, avec la mise en place des nouvelles technologies médiatiques et l'augmentation d'audience qui en découlera, nous aurons de plus en plus, pour nous faire rêver, ce type de chanteur-produit. Pour assurer un public de masse, susceptible par ses achats d'amortir les prix de la production, de plus en plus coûteux (prise de son et reproduction du son, technique digitale, compact disc, clip, ...) et de permettre des bénéfices, le chanteur devra de plus en plus assurer un art à la portée et au goût de la masse de ces auditeurs. Le créneau et le travail de look ne sont rien d'autre à l'heure

SHOW !

SHOW-biz : rien que le nom, ça vous fait rêver !
Ouais ?... Et bien, n'appellez pas le docteur, tout ira bien. Quand je pense à ce stakhanoviste de Johnny qui manque à clampser sur scène parce que le « show must go on »... Et les autres qui gagnent à la sueur de leurs émotions leur dure vie au look déchiré. De Julio aux galériens qui font des chansons pas gaies en passant par ceux qui se demandent : « qu'ont-ils à rentrer chaque année les artistes ? »...



PLACE AU PROFIT !

actuelle que le moyen de maintenir cette cohérence d'images entre le chanteur et le vaste public ciblé : « C'est dur d'être un héros de ce côté-ci de la planète ».

LA FIN DES REQUINS OU L'ERE DES PIRANHAS

POURTANT, avec l'explosion des radios libres, l'augmentation permanente des disques auto-produits, la création de labels indépendants, on a bien cru pendant un temps que quelque chose bougeait en dehors des cadres existants. On sait ce qui se passe maintenant avec les radios libres. On commence à douter du sort de cette réaction spontanée et désubventionnée qui a poussé à la création de circuits de production et de distribution autonome et parallèles au show-biz. Pourtant cela commence bien, avec en 1983 le premier 33 T auto-produit, celui de « *Wild Child* », qui entre dans le hit-parade de « Best » ; Et ces individus et groupes qui se réunissent pour augmenter les chances de se faire connaître en créant des labels indépendants comme : « Chaos production » à Orléans, « Mélodie massacre » à Rouen, « Punk record » de Nancy, « Kas product » et bien d'autres provinciaux et parisiens comme aussi « New Rose »...

Mais le problème est que pour exister, beaucoup de groupes, faute de salle, foncent vers le vinyl, que cette tendance entraîne beaucoup de ceux-ci à la « création » d'un faire-valoir à proposer à une maison de disques. Si « ça marche » c'est le « bon coup » pour le petit distributeur. C'est aussi le « risque » que court l'underground

et plus encore ces groupes peu implantés dans un milieu. Les « élus » n'ayant pas de réticences à « signer » chez un producteur qui les standardisera par la suite, au besoin pour un autre public...

Cette démarche n'aura servi que de catalyseur à une adaptation au milieu phonographique capitaliste en crise. Alors vouloir contrôler sa production, c'est une démarche intéressante, mais se faire manipuler ?... Qui sont les naïfs ?

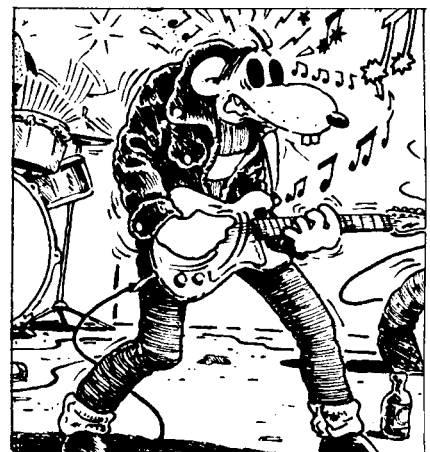
STRUCTURES TUBULAIRES

ET la création dans tout ça... Eh bien ! Il y a le tube. (non pas les tomates...). Révélateur de notre culture musical moyenne du moment. Cette chanson que l'on n'écoute pas, mais que l'on entend. Qui assure par son succès à grande échelle et qui est élue saisonnièrement. C'est un air du temps, qui ne ressemble à rien, mais qui tombe bien. Bien lancé, radios, 45 T, presse, télé, spectacles : bonjour la FM, on l'ingurgite. Puis passe quelque temps et puis plus rien. On relit les paroles à froid et on se dit : « merde alors, j'ai cru que j'aimais et en fait j'ai subi l'air de l'époque, le son. Pas vrai, Voulzy et Souchon (Rock collection) ? On peut noter au passage la confiance qui s'installe à ce niveau, dans la FM, par rapport au fait qu'il est de plus en plus courant chez les grands disquaires de ne plus pouvoir écouter un disque avant de l'acheter...

Après les tubards, il y a les ringards, les trainards et ceux qui ne sont pas nombreux à annoncer : « ma chanson leur a pas plus,

n'en parlons plus ». Ceux, sympathiques, qui nous disent « on va faire des tunes et changer un peu le monde ». Souvent c'est sincère. Faut bien se dire ça, sinon par les temps qui courent, le talent devient vite une maladie (et nous des infirmiers). Le talent, d'ailleurs, se travaille, mais il ne s'invente pas. Tous les directeurs artistiques, attachés de presse, régisseurs pourront toujours se démener, on ne sert pas des pâtes avec une cuillère... Version pessimiste et comme dirait l'autre : « la lumière ne se fait que sur les tombes »... Seul le temps discerne parfois la création originale de l'imitation stylistique. Pour l'heure et pour 1985, espérons que le look et sa cohorte de « branchés » ringards de modernité seront balayés par des chanteurs (euses) qui auront quelque chose de « vivant » à mettre dans leurs chansons.

J.-L. Socram



TOILES

MIGUEL LITTIN : CINEMA DE GUERRILLA EN AMERIQUE LATINE

L'ECRAN brûle de vérité autour des années 60 lorsque explose dans le monde le « Cinéma Novo » brésilien. Nelson Pereira dos Santos, Ruy Guerra, Glauber Rocha sont parmi les plus grands artificiers d'une esthétique de la violence. Une éthique de la faim qui déchire la langue totalitaire du cinéma nord-américain et invite les « damnés de la terre » à s'insurger contre les geôliers de la parole et les patrons de l'imaginaire.

VIDAS secas (1963) de Santos, *Oz Fuzis* (1963) de Guerra, *Deus e o diabo na terra do sol* (1964) de Rocha, poussent à la « rupture contre les dominateurs, entraînent à un cinéma de guérilla, de coupure avec la dictature audio-visuelle de la culture populiste d'importation. Emportées les digues de la dépendance, il n'est plus possible de rêver un monde sans patrons, car ceux-ci existent et représentent les phantasmes de notre peur, « dans un pays déchiré par la faim et ravagé par la violence — écrit Rocha — il n'existe pas d'autre logique esthétique. La violence est l'arme de la faim et cela est la direction dans laquelle il faut combattre » (1).

L'ECRAN BRULE DE VERITE

LA bourrasque de libération du « Cinéma Novo » balaie toute l'Amérique Latine. Même les regards adoucis des européens connaissent alors un langage audio-visuel qui est « action directe », rupture d'avec la fonction marchande de la machine-cinéma nord-américaine. En Amérique Latine, les foyers de révolte décentrent la bataille des idées vers le concret. Partout on combat pour une existence différente. Même le cinéma se démocratise et le savoir perd ainsi l'aura artistique qu'il s'est donné. La stupidité de la classe au pouvoir apparaît sur l'écran au milieu même de sa mythographie.

Au Chili, Miguel Littin recueille l'enseignement du cinéma de guérilla indiqué par Rocha et, entre 1969 et 1975 produit la trilogie du sous-développement : *El Cachal de Nuhuelto* (1968-69) ; *La tierra prome-*

tida (1973), *Acta de Marusia : Historia de un masacre* (1974-75).

Le « chacal » de Nahuelto est un fait de chronique. José del Carmen Valenzuela Torres, un déraciné du sous-développement tue une veuve et ses cinq fils. La marginalisation, la misère, la faim sont les réponses à son acte, à sa violence. La justice ne montre aucune indulgence : on tue qui a tué et on n'affronte pas les causes qui ont provoqué une telle violence. La grande propriété produit ses victimes et ses bourreaux. Ainsi Torres est condamné à mort et la loi absout son péché. « L'Etat tue l'homme mais n'efface pas le désespoir des

grandes propriétés desquelles on sort ou fou ou en armes » (2).

El cachal de Nahuelto est un essai d'anthropologie de la misère : ni reportage, ni film de fiction. L'ensemble des techniques, du mélodrame au cinéma direct, montrent les signes de la révolte contre la politique d'un « temps mort » et reflètent la destruction de cette dernière dans l'expropriation du fantastique de l'écran. La fiction creuse sa propre tombe avec ses propres images.



TERRE PROMISE, CINEMA DESIRE

C'EST avec *La tierra prometida* que Littin se débarrasse du chiffon néo-réaliste et appelle les yeux à la guerre sociale.

Sur l'écho populaire qu'un certain Marmaduke Grove s'est installé au gouvernement et a fondé la « République Socialiste du Chili », un groupe de pauvres paysans du nord et du centre du pays, descendent vers le sud pour le partage des terres les plus fertiles. Lorsqu'ils parviennent dans une verte vallée, ils exproprient les terres de la bande chrétienne-bourgeoise, déclarent morte la religion d'Etat et déchu le pouvoir de l'Armée. Les armes au poing ils prêchent l'égalité et la conquête d'une identité surgie de la rupture de la soumission.

Pendant ce temps à Grove ont succédé d'autres chefs de gouvernement et la « République Socialiste du Chili » reste seulement un rêve des pauvres gens. Les colonisateurs (la bourgeoisie, le clergé, l'armée) ne tardent pas à faire entendre leurs fusils, leurs prières de mort. La cavalerie clot dans le sang la « Commune » à peine naissante, les insurgés et leur famille sont passés par les armes. La qualité de la terreur signe toujours l'exemple d'une peur. Même le silence est un signe d'attente, un signal pour le prochain cri de guerre. Il y a en fait, toujours quelqu'un qui survit à chaque extermination et ramasse le fusil... raconte comment les choses se sont passées... prépare le terrain de la prochaine révolte.

La tierra prometida est tournée avec beaucoup plus de détermination que le « chagal ». La photographie est très soignée, le montage raccourci au sein de séquences assez longues, les chansons populaires tracent l'héritage culturelle émergente, l'interprétation solide des personnages réussissent à composer une fresque historique fascinante.

La tierra prometida est une bataille sur la mémoire d'un peuple. Une représentation des faits. L'unité du film est dans la poétique d'un quotidien à conquérir. Ainsi, dit Littin : «...le présent est le résultat de tout ce qui a précédé. C'est que, à certains moments de l'histoire d'un peuple, les actions, les hommes, les petits gestes, les petites rébellions se rejoignent et préparent les grandes transformations sociales, transformations sociales qui sont un produit de l'ensemble des luttes que l'homme a toujours soutenu » contre les planificateurs de l'idéologie (3).

ABOLIR LA TRAME DES POSSESSEURS

DANS *Acta de Marusia / Historia de un massacre*, Littin montre la violence présente dans la réalité industrielle.

A Marusia (Chili, 1907), un village minier, est trouvé le cadavre d'un ingénieur anglais, fonctionnaire de la Compagnie Minière qui règle l'existence, c'est-à-dire la vie et la mort, de la petite communauté.



« Le système emprisonne l'homme
et l'exploite, et quand ce dernier n'a
plus rien à donner, il le fusille »
(M. Littin)

Les représentants de la Compagnie veulent justice et font arrêter Ruffino, un mineur parmi les plus « politisés ». Un de ses camarades, Sebastian, passe à l'action directe et coupe la gorge à un soldat. Sebastian est arrêté et fusillé. La grève éclate. L'administrateur de la Compagnie, Jones, demande des renforts à la capitale, il craint que la contestation s'étende à toute la « pampa salpêtrière ».

La répression de l'armée se déchaîne. Les maisons du village sont livrées aux flammes, les gens de Marusia sont matraqués, torturés, tués... Quand le train des renforts arrive au voisinage du village, les femmes des mineurs s'allongent sur les rails pour empêcher l'avancée du train de la mort. Les soldats les tuent, une par une, sur place. Les canons pilonnent le village et répandent la terreur... Même Gregorio le chef des insurgés est fusillé et ses camarades massacrés...

Mais du massacre se sont échappés Domingo, un vieux syndicaliste, et deux jeunes qui portent sur eux le journal de Gregorio ; y sont écrits les moments de peur et les journées de lutte, la fin de la sujétion et la conquête d'un quotidien sans collier.

Les paroles de Gregorio déchirent l'écran : « Fais lire ces notes dit-il à Domingo... raconte ce qui s'est passé... aux mineurs... aux ouvriers... Ce qui est advenu ici doit leur servir pour s'organiser,

et devenir une force politique ».

Acta de Marusia / Historia de un massacre est fabriqué sur un ton fort, sans ornements. La photographie est brute, soudain exceptionnelle, au point de rappeler certains westerns de John Ford, Howard W. Hawks, King Vidor, Raoul Walsh, etc., le montage palpitant, émotif, métaphorique, les interprètes de l'histoire — c'est-à-dire un village entier et les personnages principaux, comme Gian Maria Volonté — ne sont pas seulement des « instruments » au service d'un spectacle cinématographique mais deviennent des témoins, collaborateurs, prête-visages d'une action audiovisuelle associative avec laquelle Littin détruit, sabote, rompt l'esthétique du jeu hollywoodien et offre des morceaux de communication populaire.

Il ne s'agit ici que de tirer des conclusions. L'Amérique Latine est une colonie affamée. Le cercle est fermé. Il n'y a qu'à abolir la trame des possesseurs de la Langue. (4)

Pino Bertelli

- (1) - Cinzia bellumori, « Glauber Rocha », La Nuova Italia, 1975.
- (2) - P. Bertelli, « Né cinéma, né capitale », Tracce, 1982.
- (3) - F. Bolzoni, « Il cinema di Allende », Marsilio, 1974.
- (4) - Extraits et intertitres d'Agora.

Z.I.P.

Zone d'Insécurité Permanente

ILS FONT L'ANARCHO-PUNK

ZONE D'INSECURITE PERMANENTE

Voici un petit tour d'horizon discographique et écrit de la seule mouvance musicale qui se réclame des idées libertaires.

1^{re} partie :

l'Angleterre, les U.S.A., la France.

Tout d'abord commençons par CRASS, ceux par qui le scandale est arrivé. Jusqu'à présent ils ont sorti 5 albums et une dizaine de 45 t (singles). Voici les meilleurs : « The feeding of the 5000 », « Penis envy », « Christ, the album » pour les albums et « Nagasaki nightmare », « Bloody revolutions », « How does it feel » pour les singles.

— **POISON GIRLS** : Au départ les compagnons de CRASS avec qui ils faisaient des concerts, ils sont partis fonder leur propre label (Xnifix Records) car ils estimaient ne plus pouvoir s'exprimer dans l'ombre de CRASS.

« Total explosion », « Hex! », « 7 years scratch » (albums).

— **CONFLICT** : Eux aussi ont fondé leur propre label : Mortarhate Records 2 albums « It's time to see who is who », « Increase the pleasure ».

— **DIRT** : Sur CRASS Records 1 album « Never mind DIRT here's the bollocks », 1 single « Object, refuse, reject, abuse ».

— **FLUX OF PINK INDIANS** : Ecologistes, Anti-vivisection, 2 albums.

— **DISCHARGE** : Très axé sur les atrocités de la guerre, Maxi 45 t « Why? » Album « Hear nothing, see nothing, say nothing ».

— **ICONS OF FILTH** : Sur leur propre label, 2 albums « Complete disorder », « Under the scalpe blade ».

— **SUBHUMANS** : Sur leur propre label, 1 album « The day the country died », 1 single « Rats » actuellement très haut dans les charts anglais.

— **COMPILATIONS** : « WARGASM » Contre le nucléaire, « BULLSHIT DETECTORS I, II, III » sur Crass Records, des anthologies des petits groupes anarcho-punks. « WHO? WHAT? WHY? WHEN? WHERE? » sur Mortarhate Records avec Conflict, Poison girls, Icons of filth...

Contacts :

CRASS Records / Corpus Christi
PO Box 279 London N22
MORTARHATE Records
PO Box 448 Eltham London SE9.
AUX U.S.A. :

— **DEAD KENNEDYS** : Ils ont permis beaucoup de choses grâce à leur label

« Alternative tentacles ». De plus ils ont été un des premiers groupes punks politisé des U.S.A.

2 albums « Fresh fruits for rotting vegetables », « Plastic surgery disaster ». 1 mini album « In God we trust ».

— **D.O.A.** : Un groupe canadien très impliqué dans le mouvement libertaire. Album : « Bloody but unblowed » Single de soutien aux 5 de Vancouver « Fuck you ».

— **M.D.C.** : Le plus connu des groupes de hard-core. Album « Millions of death cops », Singles « Multi Death Corporations », « Millions of death Childrens ».

— **COMPILATIONS** : 3 « Let them eat jellybeans » sur Alternative tentacles avec Dead Kennedys, Black flag, DOA, Circle jerks, Bad brains...

« Maximum Rock n'roll presents Welcome to 1984 », une compilation internationale sortie par le plus grand fanzine américain est presque une référence mondiale. Dans ce fanzine tout sur l'anarcho-punk dans le monde entier.

« Beating the meat » Compilation hard-core mondiale.

Contacts : Alternative Tentacles UK 49-53 Kensington Gardens square London W2. Maximum Rock n'roll PO Box 288 BERKELEY CA 94701. DOA POB 65896 Station F Vancouver BC Canada.

FRANCE :

— **BERURIERS NOIRS** : Un groupe de Paris qui ne joue que dans les squatts et autres lieux « libres ». 1 album « Macadam massacre », 1 album avec GUERNICA autre groupe parisien « Nada ».

— **BRIGADES** : Sur leur propre label Bondage Records (ex-Rock Radical REC :) qui produit également les BERURIERS. 1 album « Bombs and blood n' capital » 1 single « Jobless generation ».

— **KARNAGE** : Un autre grand espoir sur O.M.G. Records, 1 singles « Total terminus ».

— **O.M.G.** : Un collectif mais aussi un groupe. Le collectif édite un superbe fanzine « LA BIBLE ». O.M.G. c'est aussi un label de disques et de K7. Le groupe en K7 : « Excision », « Best of ».

— **STAKHANOV SS** : Groupe de Chambéry, 2 45 T « Memorial voice ».

— **SINGLE TRACK** : De Pau. 1 album tout frais sorti « Corporation »; du super bon rock!

Et, comme en Angleterre et aux U.S.A. des dizaines d'autres groupes qui montent à l'assaut de scènes et qui n'ont rien enregistré : LES ACHARNES (Paris), KALASHNIKOV (Lyon), INQUIETUDE et GROUPE 33 (Grenoble), RICHARD III, HAINE BRIGADE (Lyon) et pleins d'autres...

Contacts : Fanzines

NOIRE INQUIETUDE : Bruno Vincendon, 12, place Jean-Moulin, 38000 Grenoble.

ALERTE ROUGE : A.R. Resse PP Paris 122, 11 av. de Montmartre 75018 Paris.

MOLOTOV & CONFETTI : « Les portes de la nuit », 9, rue Muller, 75018 Paris.

O.M.G./LA BIBLE/KARNAGE : 23, rue St-Herem, 63000 CLERMONT FERRAND.

KAWAI journal de la F.R.T. : % librairie LA GRYFFE, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

LE DEMONIAK (Paris) : B.P. 68, 77312 Marne-la-Vallée, Cedex 2.

NEW WAVE fanzine de Paris qui a sorti une compilation assez orientée vers l'anarcho-punk et dont le journal fourmille d'infos. Ils distribuent également fanzines, disques et K7.

NEW WAVE : Aline Richard APMC NEW WAVE, B.P. 6, 75462 Paris Cedex 10.



AUTO-DELATION

ARMAND ROBIN

Une voix d'en bas :

ROBIN-LA-LISTE-NOIRE

C'EST à Plouguernevel, le 19 janvier 1912, que naît Armand Robin, dans une Bretagne non encore Francisée. Fils de petits paysans se tuant au travail, entre un père silencieux, ruminant sans cesse de sombres idées, et une mère maltraitée mais aimante, Armand Robin, est élevé au milieu d'une nombreuse famille ne parlant que le fissel, dialecte breton.

DE LA BRETAGNE À L'UKRAÏNE

C'est qu'au moment de la scolarisation que les Frères du collège Campostal lui apprennent le français. Très vite A. Robin se révèle un « bon élève », aussi doué en instruction religieuse qu'en algèbre, géométrie, littérature ou histoire ancienne. Il devient, dès lors, un lecteur assidu de la bibliothèque, dévore, dans sa soif d'apprendre, une grande quantité d'ouvrages, dont certains ne sont pas forcément recommandés par les Frères.

De brillantes études le mènent au Lycée de Saint-Briec d'où il sort bachelier. Puis, il prépare le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure. Recalé, il part, à Lyon, suivre des études de lettres. Admissible à l'agrégation,

« Plus de mystère, le poète excentrique est mort d'une embolie » titrait France Soir. Excentrique pourquoi pas ? Mais poète surtout !

Exilé de lui-même, fraternel, douloureux, Armand Robin a toujours refusé d'aragoniser, d'éluardiser, de ségheriser.

« Rester — dit-il — cet intolérable non-complice », candidat à toutes les listes noires.



★ Dessin de Berenice CLEEVE.

tion, il échoue à l'oral pour s'être livré à d'insolentes facécies devant le jury.

LE TEMPS QU'IL FAIT

A. Robin part, alors, travailler dans un kolkhose en URSS, il y découvre la terrible réalité d'un « Nouveau Monde » ; Cruellement déçu, il fait du russe sa première langue, en signe de solidarité avec les prolétaires, toujours exploités et opprimés. Prenant conscience des dangers de « la fausse parole », il apprend, dans la foulée, le chinois, l'arabe, le hongrois, le gallois, le slovène, le macédonien et bien d'autres langues, afin de rester à l'écoute des peuples opprimés et à la recherche de « la parole libérée ».

Il publie, dès 1935, dans la revue « Europe », son premier recueil de poèmes : *Le Temps qu'il fait*. Cette fabuleuse épopée celte est très largement inspirée de son enfance à Plouguernevel. Sous chaque vers, nous sentons le pas de ces paysans misérables qui dialoguent aussi bien avec le Christ qu'avec les arbres ou les animaux. Dans cette effervescence de verbe se mêlent les voix des hirondelles, des chiens de ferme, de l'aubépine, mais encore celles de Merlin, Lénine et Rimbaud. Mais ne nous méprenons pas, la fidélité de A. Robin au peu-

ple de Bretagne, révèle surtout un chant fraternel destiné à tous les peuples prolétaires roulés, bafoués, torturés ou baillonnés par le pouvoir. A. Robin présentant lui-même *Le Temps qu'il fait*, écrit : « Si mon ouvrage a bientôt pris l'allure de poème épique, si je l'ai bientôt entendu résonner comme le chant d'annonce d'une future grande révolution de la douceur, c'est qu'il n'y a rien en lui qui ne m'ait été soufflé par quelqu'un de ces millions d'hommes qui, sans le savoir se disent, pendant leur travail : « Là où est l'amour, là est le véritable banquet ».

ECOUTER LE MONDE

LA prodigieuse connaissance des langues et son constant besoin de lutter contre « la mise à mort du verbe » font de Robin l'inventeur d'un métier. Il écoute depuis son petit appartement parisien les radios étrangères et rédige un bulletin d'écoute des émissions radiophoniques internationales qu'il diffuse, deux fois par semaine, à une petite trentaine d'abonnés dont l'Elysée, le Vatican, le Sénat et, après la guerre, au Canard Enchaîné, plus d'autres périodiques.

Sous l'occupation, il continue de plus belle son travail d'écoute, qui devient clandestin. Puis entre en contact avec des membres de la Résistance, en particulier les communistes.

Suicidaire peut-être, mais surtout libre jusqu'au mépris de sa propre vie, il rédige, lui-même une longue lettre de dénonciation qu'il envoie le 5 octobre 1943 à la Gestapo; lettre qu'il intitule : « Preuves un peu trop lourdes de la dégénérescence humaine ». Les passages qui suivent ne laissent aucun doute sur la dérision, la souffrance mais aussi la violence dont le poète est porteur :

« ... Vous êtes des tueurs, messieurs, et j'ajouterai même (c'est un point de vue auquel je tiens beaucoup) que vous êtes des tueurs ridicules... »

« ... vous créez, messieurs, un monde tel qu'on ne sait plus s'il ne vaut pas mieux être immédiatement arrêté plutôt que de s'entendre dire : « Prends garde à tes doigts, à

tes épaules, à tes orteils, car tout en toi est dangereux ! » On veut, messieurs, m'empêcher de faire le moindre pas ? Eh bien, messieurs, non seulement j'ai décidé de continuer à faire des pas, mais encore j'ai décidé de courir... »

« ... la somme de délectation que j'éprouve à vous dire directement : Tueurs, vous êtes des tueurs, dépasse les délectations que aurez à me tuer... »

« ... vous avez assassiné, messieurs, mon frère, le travailleur allemand; je ne refuse pas, ainsi que vous le voyez, d'être assassiné à côté de lui ».

Certainement pris pour un fou, il n'est pas arrêté et traverse ainsi la guerre accroché à ses écouteurs sous les toits de la rue Falguière.

CELUI DE CANICHE

QUAND vient la Libération, mise à part la tonte des jolies femmes par les laides qu'il désapprouve, il est révolté par les agissements du Comité National des Ecrivains, présidé par Aragon. Il reprend sa plume pour exiger d'être inscrit lui-aussi sur la liste noire. Refusé une première fois, il insiste jusqu'à ce que le Comité crée une liste spéciale dont le seul nom sera celui de Robin.

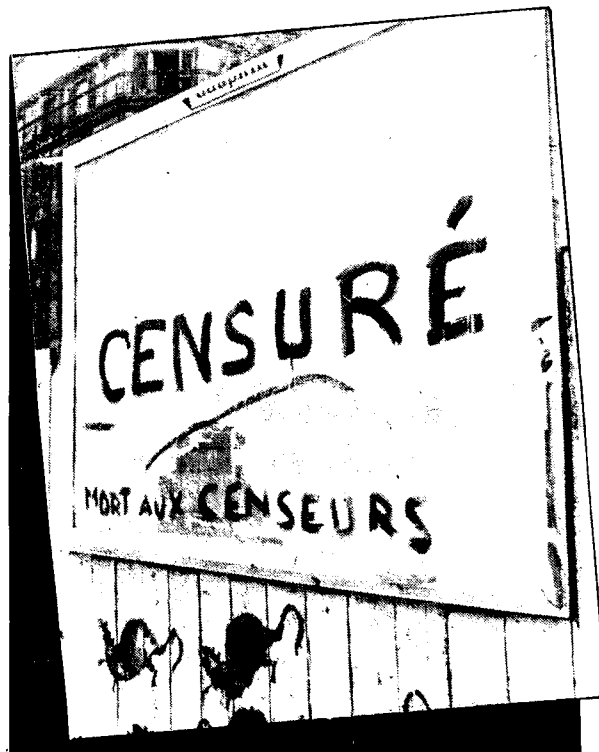
Définitivement écœuré par les communistes, il rejoint, en 1945, les rangs de la Fédération Anarchiste où il lie de solides amitiés avec, en particulier, Tournesot et Brasens.

Il collabore au « Libertaire », organise dans son groupe des causeries où interviennent de grands noms du milieu libertaire, tel André Breton.

Plus que jamais Citoyen du Monde, il se lance dans la traduction de poètes étrangers tels que André Aady (poète hongrois), Boris Pasternak et Maïakovsky (poètes russes) ou Omar Khayam (poète persan).

A propos des listes noires de l'époque stalinienne, A. Robin écrit dans le Libertaire du 14 octobre 1946 : « ... Qui n'approuve pas l'infamie doit disparaître; qui ne consent pas à devenir un Aragon doit se taire... »

« ... les poètes se glori-



fiaient d'être libres, ils se hâtent aujourd'hui d'apporter, pour avoir droit à quelques miettes de la fausse parole, toutes les pièces justificatives de leur servilité. Ils tentaient de dire le vrai, ils aident maintenant à tromper. Ils tentaient de se tenir à l'avant-pointe de l'humanité, ils multiplient maintenant les précautions pour être bien sûrs d'être réactionnaires et vite ils s'inscrivent sur la liste des valets, travaillent pour un Staline ».

Robin participe à de nombreuses émissions du Club d'Essais de la R.T.F., assure la

chronique poétique « l'œil de caniche » à la télévision et réalise une douzaine de récitals de poésies traduites de poètes de tous les temps et de tout les pays.

Mais l'homme est fatigué, torturé, révolté, écorché, malade, poursuivi par les huis-siers... fin tragique.

Le 27 mars 1961, il disparaît de son domicile. Retrouvé errant par la police, il est transféré à l'infirmerie spéciale du dépôt, où il meurt le 30 mars dans des circonstances toujours restées troubles.

Claude Ariso

POÈTE! VOS PAPIERS!



BIBLIOGRAPHIE :

- A. Robin : « Le temps qu'il fait », Gallimard.
A. Robin : « Ma vie sans moi », Gallimard
A. Robin : « La fausse parole », Plein Chant.
A. Robin : « Poèmes indésirables », Plein Chant.
A. Robin : « Pâques fête de la joie », Calligrammes
A. Laurent : « A. Robin et la poésie poignante ».
A. Bourdon : « A. Robin », Seghers.
Les Cahiers Bleus, numéros Hiver et Été 80, édité par le centre culturel Thibaut de Champagne
16, rue Champaux
10000 Troyes.

BRASSENS TÉMOIGNE

« **A.** Robin était un anarchiste conséquent qui, un moment, se trompa de route puisqu'il fut communiste. C'était pendant la guerre...

Je l'ai connu en 1945 au groupe du quinzième, affilié à la Fédération Anarchiste du quai de Valmy. Il était, disons, président de ce groupe. On se réunissait une fois par semaine. On traitait des problèmes sociaux, mais souvent aussi de livres, de peinture. Comme il avait des accointances avec le milieu littéraire, il invitait des auteurs. Je me rappelle qu'André Breton vint nous faire une causerie...

... Comme la plupart des anars, Robin était un homme relativement secret. Il parlait mais ne racontait rien. Je l'évoque dans « Les jeunes amoureux qui écrivent sur l'eau » et dans la « Tour du miracle », où je l'appelle Robin-la-liste-noire car, dans une lettre désormais célèbre, il se porta « candidat d'avance pour toutes les listes noires ». Il luttait contre les ostracismes et, en l'occurrence, contre ceux du Comité National des Écrivains. Il haïssait Aragon. Il affirmait qu'Aragon l'appelait Robinovitch.

« Je travaillais à cette époque au Libertaire. J'écrivais des articles, j'apprenais la mise en pages avec les gars de la rue du Croissant. Dans ces éditions du Libertaire, Robin publia le poète hongrois André Ady. Il disait : « Trente poètes de tous pays ont pris ma tête pour auberge ». Il en traduisait beaucoup.

... Il habitait sous les toits, rue Falguière. Là, il passait d'une station de radio à l'autre. Il connaissait plus de vingt langues... Ce tête-à-tête avec les radios mondiales le mettait en rapport avec les propagandes. Nul mieux que lui ne savait comment on colonise les âmes et combien les mots sont dévoyés. « Dans les pays où règne la propagande, déclarait-il, l'homme continue à remuer les lèvres, mais tout authentique usage de sa parole lui est retiré. Il s'agit d'une razzia contre son entendement. Les carnassiers mentaux en quête de pâture se repaissent de millions de cerveaux. L'être humain est mort alors qu'il croit vivre encore ».



Georges BRASSENS chez lui, à Sète.

... Il s'était marié, me semble-t-il, avec une jeune femme qui venait des pays de l'Est, afin qu'elle puisse demeurer en Occident. Cela se faisait beaucoup en ces temps-là. J'allais très fréquemment chez lui. Il donnait des leçons de latin à une copine. Comme cela se passe partout, notre groupe fut, un jour, en désaccord avec la Fédération anarchiste qui nous tenait pour des rigolos. C'est qu'il y avait les communistes et les individualistes, dont nous étions, chez les libertaires. La rupture ne fut pas brutale.

Chez les anars on a le droit d'être en désaccord sans être menacé d'exclusion. Puis, progressivement, je cessais d'aller aux réunions sans cesser pour cela de fréquenter Robin...

... Que dire encore ? Qu'il avait pris l'habitude tous les soirs de téléphoner au commissariat de son quartier.

Il demandait le commissaire, déclinait son identité, donnait son adresse et disait : « Monsieur, j'ai l'honneur de vous déclarer que vous êtes un con ». Ça l'amusait beaucoup. Il n'avait pas toujours l'art de se faire des amis ».

Propos recueillis par Louis Nucera

PROCES

LES 6 DE BELGRADE

REPRESSION

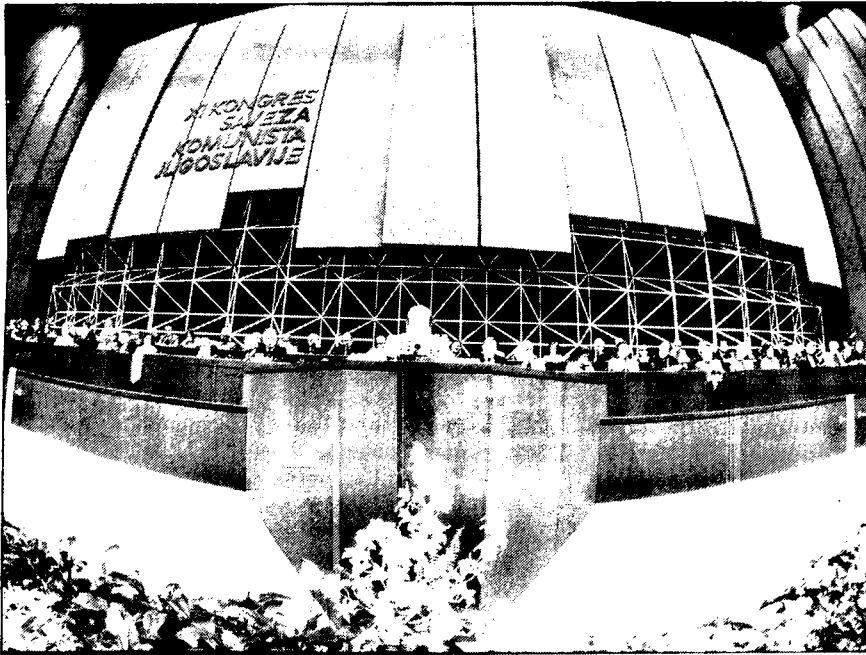
• Le 20 avril 84, une centaine de policiers fait une descente dans un appartement où se tenait une « Université volante ». Tous les participants, dont Milovan Djilas, sont interpellés. Les violences policières entraînent la tentative de suicide de Jovica Mihajlovic et la mort de Radomir Radovic.

• Radomir Radovic, 33 ans, technicien, syndicaliste. En 82, au 9^e Congrès de l'Union des Syndicats, il envoie 9 propositions nettement autogestionnaires : légalisation des grèves, liberté de la presse, lutte contre la bureaucratie, pour la propriété sociale et le contrôle ouvrier « sur la base des conseils ouvriers à tous les niveaux ». Mort officiellement par « surdose de sédatifs ».

• Vojislav Seselj, 29 ans, maître assistant de sciences politiques à l'Université, exclu du parti en 81 pour « anarcho-libéralisme », condamné à Sarajevo pour « menées contre-révolutionnaires ».



SOCIALISME SOUS SURVEILLANCE



Tito présidant le 11e congrès de la LCY.

On connaît peu de choses de la Yougoslavie, si ce n'est des lieux communs. C'est un pays assez « spécial » dans le contexte de l'Est européen. Jusqu'ici c'était sans doute l'Etat le moins répressif, le moins ouvertement opposé à ce minimum de liberté humaine et civile, qui est par contre né d'une façon bien plus radicale dans les autres pays de l'Est. Selon le « bon » exemple du grand frère russe.

CETTE situation moins répressive s'explique facilement par le fait qu'il existe en Yougoslavie un pluralisme des centres de pouvoir, et qu'en conséquence, cohabitent plusieurs groupes qui se partagent le leadership. Et cela, surtout depuis la mort de Tito, survenue il y a trois ans. En outre, des centres de pouvoir sont subdivisés dans le cadre des six Républiques fédérales qui composent le pays. En un mot, il n'existe pas de Kremlin yougoslave.

LE PATCHWORK YUGOSLAVE

Il y a aussi ce phénomène, qui reste toujours un élément de décentralisation, même s'il est canalisé : l'autogestion des entreprises. Une forme d'auto-organisation, très contrôlée et limitée, mais

qui cependant existe et distingue l'économie yougoslave de celle des autres pays « socialistes ».

La Yougoslavie est de plus, un pays qui rencontre de graves problèmes de nature très différente. Il y a les « conflits nationaux » (par exemple, le Kosovo) qui constituent aussi bien un motif de révolte nationale, religieuse que proprement culturelle. Ainsi, la population du Kosovo est multilingue et possède une tradition très différente de celle des Serbes. Pourtant elle n'est pas une république, mais seulement une province autonome dans le cadre de la République de Serbie. Ceci a provoqué une série de luttes de type nationaliste dans lesquelles, bien évidemment, sont aussi présentes des tensions sociales très fortes. En fait, et comme par hasard, le Kosovo est la province la plus pauvre.

Ensuite, il y a une crise économique galopante très grave. L'inflation moyenne est de l'ordre de 50 à 60 %, ce qui signifie que chaque année voit réduire le pouvoir d'achat, les prix augmentent de façon très forte, sur un rythme et à un niveau quasiment sud-américain. La machine économique yougoslave avance donc en soufflant, avec d'énormes difficultés, et en recevant des injections de carburant de l'extérieur, aussi bien de la Banque Internationale que du Fond Monétaire Internationale. Toute l'économie se retrouve ainsi fortement endettée envers l'extérieur.

DISSIDENCE ET POUVOIRS

ET tout cela se conjugue avec la crise politique perpétuelle qui a fait suite à la mort de Tito. Il existe une espèce de rotation aux sommets de l'Etat entre les différents Présidents. C'est donc une Présidence collégiale avec un mandat pour chaque République qui prend, à tour de rôle, la Présidence yougoslave. On comprend qu'il existe alors plusieurs groupes de pouvoir, plusieurs bureaucrates, plusieurs technocrates qui se disputent l'héritage de Tito et cherchent à grimper sur les autres et à les dominer.

Cette confusion permet l'existence d'espaces de culture, de prise de conscience et d'initiative qui se situent hors du jeu du pouvoir. Le centre de la dissidence politique est bien sûr Belgrade, tandis que celle de type culturel est plutôt Zagreb (1). En général, cette dissidence de gauche (à distinguer de la dissidence nationaliste, religieuse ou libéral-démocrate), parmi laquelle on compte quelques libertaires, voire même des anarchistes, est assez implantée dans les milieux intellectuels, en entendant par milieu intellectuel non seulement les professeurs, les chercheurs et les étudiants, mais aussi les artistes.

Un autre secteur enfin de cette dissidence, de cette attitude anti-autoritaire, se trouve dans la jeunesse. Elle se traduit surtout dans les comportements. La contre-culture d'origine anglosaxonne est présente dans ses aspects de contestation la plus dure, comme celle des punks.

(1) Dans la capitale slovène, Ljubljana, on trouve aussi des groupes écologistes et pacifistes antimilitaristes.

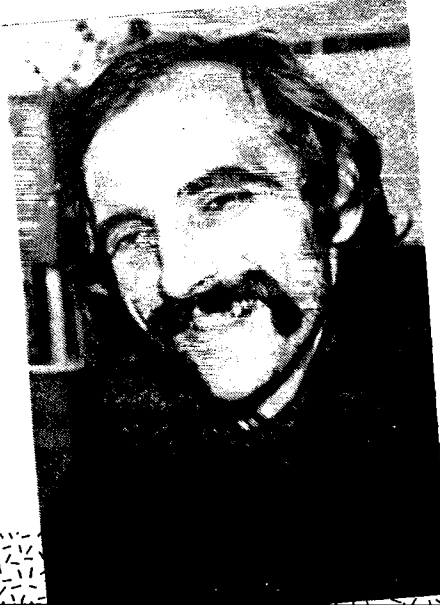
L'ACTE D'ACCUSATION

EN août 84, le Ministère Public de Belgrade a inculpé Vladimir Mijanovic (étudiant en sociologie), Miograd Milic (metteur en scène), Pavlusko Imsirovic (traducteur), Dragomir Olujic (politologue, journaliste à Radio Belgrade), Milan Nokolic (sociologue, collaborateur de l'Institut d'Economie Agricole) et Gordan Jovanovic (étudiant en histoire de l'art). Tous de Belgrade.

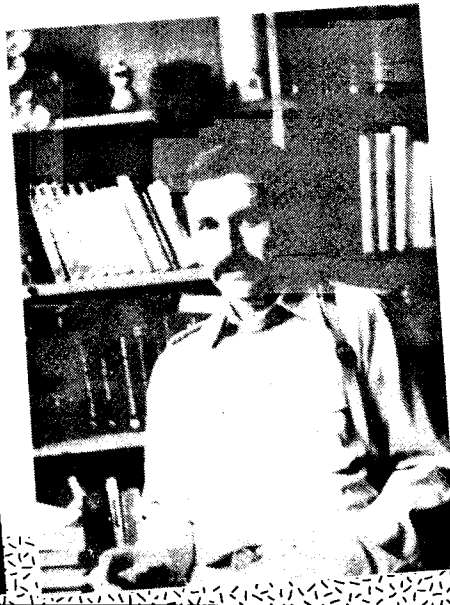
LA PORTE DE SORTIE

Le 6 août 1984, Vladimir Mijanovic s'adressait au pouvoir de la façon suivante, dans une « lettre ouverte » : « Continuez donc à semer l'inquiétude pour ne pas être obligés de faire face à des questions désagréables concernant votre responsabilité historique, personnelle et collective sur l'impasse économique, politique et morale dans laquelle se trouve le pays ! Continuez donc à exiger que le « Comité central sorte de son attitude défensive » en m'envoyant avec d'autres en prison. Je vous dis : je ne vais pas vous laisser mener impunément la « guerre spéciale » que vous avez inventé, à mes frais. Je ne vais pas vous laisser impunément en faire un exemple pour en intimider d'autres ! Y a-t-il une porte de sortie ? Il y a une possibilité, celle d'une amnistie politique générale immédiate ».

Vladimir Mijanovic.



Pavlusko Imsirovic.



DANS l'acte d'accusation il est dit que ceux-ci se rencontraient avec des buts contre-révolutionnaires. Leur activité consistait en l'organisation et la participation, dans leurs propres appartements, à des débats sur des thèmes divers de caractère théorique ou politique. De fait, les accusations contre ces 6 dissidents sont différenciées et assez inconsistantes. Voyons-en trois en particulier.

ET DE UN...

Sur Mijanovic repose l'organisation des réunions, d'avoir toujours veillé à amener de nouveaux participants, de s'être occupé de toute la partie technique et matérielle (changement d'appartements, trouver les conférenciers) et d'avoir aussi maintenu, de 77 à aujourd'hui, le contact entre un fort noyau de personnes qui se rencontraient chaque second vendredi du mois.

ET DE DEUX...

Milic est lui accusé d'avoir participé et produit des textes, d'avoir joué en pratique le rôle de l'intellectuel. En particulier on lui impute les actions suivantes.

En novembre 1981, dans son propre appartement et devant 20 à 25 personnes il a lu son texte « Les erreurs de la gauche dans la guerre de libération de l'hiver 41-42 et ses conséquences » où il affirmait que la défaite du mouvement des partisans de la Serbie en 41 était due au Parti Communiste et que, alors que le peuple s'était spontanément soulevé, le C.C. du P.C.Y. n'avait pas appelé le peuple à se révolter parce qu'il était à la traîne des événements. Un jour non précisé il a lu un des ses textes « Les causes du conflit entre la Yougoslavie et l'URSS en 48 ». Ensuite, il a lu « Le destin de Milovan Djilas ou les limites du soulèvement », il a alors dit que 1948 représentait une défaite yougoslave même si cette date a été imposée comme le souvenir de la victoire de l'Etat ; que la période de 52-53 est la période de la destruction du despotisme de Tito dont il a affirmé qu'il était « le chef de l'oligarchie qui était au pouvoir et un despote autoritaire » et que son chef était Staline ; que « la société yougoslave après Staline est tombée dans la crise et la léthargie » parce que l'appareil bureaucratique était l'unique facteur social actif ce qui lui donnait un total monopole social...

ET DE TROIS...

Olujic est accusé d'avoir dit que « la situation de 41 à 48 était révolutionnaire, que le P.C.Y. était stalinien et c'est pour cela qu'il n'avait pas réussi à exploiter cette situation car il manquait d'un programme, d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires »...

En fait, l'accusation n'a pas beaucoup d'éléments. Ils sont en réalité poursuivis parce que P.-M. Danilo Nanovic, représentant du pouvoir yougoslave est surtout gêné par trois éléments. D'abord au cours de ces réunions étaient rédigées et diffusées des pétitions dénonçant certaines situations. Ensuite, ces réunions étaient politisées et les problèmes sociaux y étaient discutés. Enfin, ces six personnes, et en particulier Mijanovic, Imsirovic et Nikolic, même en ayant déjà précédemment été avertis et condamnés ont continué à discuter, à se réunir. Vladimir Mijanovic avait été condamné à une année de prison en 70 et à une autre en 73 pour le même type de délit. Imsirovic et Nikolic avaient purgé deux années de prison ferme pour « association contre le peuple et l'Etat ». Tous les trois ont donc déjà été condamnés pour délit d'opinion. En réalité il n'y a pas d'autre preuve consistante dans l'acte d'accusation.

DE 68 A 85 : LA NOUVELLE GAUCHE

POUR mieux comprendre le « background » de ce procès, il est nécessaire de revenir au printemps 68 lorsque, même à Belgrade, existait un mouvement étudiant idéologiquement semblable aux autres mouvements de l'Europe occidentale.

Le mouvement à Belgrade a connu son apogée dans les manifestations de juin 68, débouchant sur l'occupation de toutes les facultés. De là, le mouvement s'étend également aux autres universités yougoslaves et le rôle de pointe dans ces événements est alors tenu par un étudiant de la Faculté de Philosophie : Vladimir Mijanovic.

QUAND CIRCULAIENT LES IDEES

Au cours des années suivantes, les étudiants ont développé une intense activité de contestation qui a entraîné une forte répression. Ainsi, Mijanovic, devenu président de l'organisation étudiante est condamné à 18 mois de prison. A cette condamnation fait suite une autre vague de protestation et une répression relative qui culmine en été 72 avec la condamnation à deux ans de prison pour « activités hostiles » de Milan Nikolic, Pavlusko Imsirovic, activistes du mouvement étudiant.

La répression a obtenu quelques effets : depuis 74, date d'une protestation de masse des étudiants de Belgrade contre le projet de suspension d'un groupe de professeurs de la Faculté de Philosophie, il n'y a plus trace de contestation massive de la part des étudiants, ni trace d'un quelconque mouvement d'une certaine importance. Cependant, ceci ne signifie pas que tous les participants au mouvement de juin 68 soient devenus passifs ni qu'aient disparu les idées qui les avaient inspiré.

Dans la seconde moitié des années 70 se créent à Belgrade, des groupes de discussion (« universités volantes ») dont le premier est formé par certains des professeurs suspendus et les autres par des militants étudiants plus jeunes. Ces personnes se rencontrent dans les appartements. Ainsi se maintient l'esprit de la fin des années 60.

Il est nécessaire de différencier cette ambiance à laquelle appartiennent Mijanovic et les autres inculpés, des milieux dissi-

dents qui se regroupent autour de personnalités comme Milovan Djilas qui affichent ouvertement des sympathies pour l'Occident. Il est nécessaire de les différencier aussi des courants conservateurs ou nationalistes assez nombreux. Cette différenciation repose sur le fait que les inculpés se réclament du socialisme parfois autogestionnaire.

CONTRE L'ETAT DE GUERRE POLONAIS

Ces cercles ont pris dernièrement des initiatives pour protester contre la répression. La protestation de décembre 81 contre la loi martiale en Pologne a été très importante. Même à Belgrade, ont eu lieu des manifestations devant l'ambassade polonaise. Cette protestation s'est renouvelée en juillet 82 entraînant l'arrestation de 16 personnes parmi lesquelles certains de nos 6 dissidents (Imsirovic, Nikolic, Olujic, et Jovanovic) qui ont tous passé alors entre 25 et 50 jours en prison.

A cette même période, c'est-à-dire au début des années 80, à Belgrade se libéralisent certaines institutions publiques permettant à un grand nombre d'intellectuels de gauche de s'exprimer publiquement. En conséquence, les rencontres clandestines se raréfient.

Le 20 avril 84, la police fait irruption dans l'appartement de Dragomir Olujic et arrête 28 personnes, parmi lesquelles Milovan Djilas, qui participaient à une discussion. Djilas (1) est l'auteur de diverses études sur la situation sociale en Yougoslavie et il est connu internationalement pour son livre « La nouvelle classe » dans lequel il analyse la bureaucratie comme une nouvelle classe ayant ses propres intérêts. Djilas est improprement désigné comme le point de référence obligatoire de la dissidence yougoslave. Ceci est une erreur car Djilas ne représente que la tendance conservatrice, libéral-démocrate qui trouve dans l'Etat parlementaire occidental, dans

REPERES

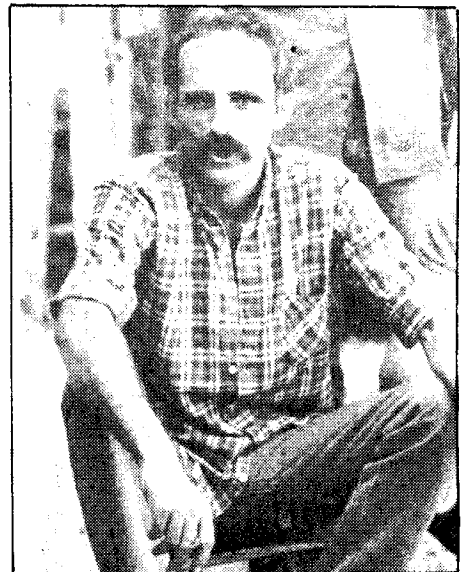
Sur la Yougoslavie, Agora a déjà publié :

- « Autogestion par décret » (n° 1, février 80),
- « Emeutes à Kosovo » (n° 7, octobre 81),
- « Nous punks anarchistes de Belgrade » (n° 22, juin 84), et un numéro spécial « Ce froid qui vient de l'Est » (20 F).

le pluralisme des partis et des institutions, son modèle idéal.

A la même période, la police a interdit les discussions publiques à Belgrade ainsi que la publication de la revue « Theoria » à laquelle collaboraient des philosophes de la nouvelle gauche. Il semble ainsi que, fin avril 84, les dirigeants aient pris la décision d'en finir avec toutes les activités de l'intelligenstia de gauche et en particulier celle de la gauche socialiste de Belgrade.

(1) Milovan Djilas, 73 ans, a été compagnon du maréchal Tito et son dauphin, puis dissident à partir de 1954.



Vladimir Mijanovic

APPEL C.N.T.

La CNT d'Euzkadi est aux prises avec une attaque policière d'une grande gravité.

Du 27 au 29 novembre dernier neuf militants et responsables de la CNT et un responsable de l'UGT (depuis relâché sans suite) ont été arrêtés.

Accusation : appartenance aux organisations armées FIGA (Fédération Ibérique de Groupes Anarchistes) et CAA (Comandos Autonomes Anticapitalistes) ; participation à l'attentat dont a été victime un dirigeant de Michelin, M. Casanova ; attaque de plusieurs banques ; recouvrement d'un impôt révolutionnaire ; menaces contre des employeurs ; divers actes de sabotages.

Les camarades de la CNT, qui sont des ouvriers connus pour leurs activités syndicales de masse nient ces accusations formulées, contre toute vraisemblance, par un pouvoir avide, de son propre aveu, d'affaiblir une CNT qui reprend trop de poids en Euzkadi, et notamment à Vitoria.

Trois militants de la CNT de Vitoria sont toujours en prison : Andrés Sanchez ; Vicente Alvarado et José Manuel Collado. Ils ont été torturés et l'un d'eux est maintenu en prison bien qu'il ait versé la caution demandée de 400 000 pesetas : son état rend indésirable sa libération !

En liberté provisoire sous caution, les autres camarades restent inculpés.

A Toulouse, comme dans d'autres villes en France, (Paris, Rennes, Dunkerque) un comité de soutien s'est constitué pour développer la solidarité internationale.

Il appelle :

- A dénoncer le montage policier orchestré contre la CNT en Euzkadi, le climat de répression permanent, les tortures au pays basque et les manœuvres de l'état « socialiste » espagnol ;

- A participer financièrement à la collecte organisée pour payer les cautions demandées par la justice espagnole (déjà plus de 1 million de pesetas ont été versées, soit quelques 6 millions de centimes).

Contact :

Comité de Soutien
aux emprisonnés de la CNT
c/o RAS - BP 180
31014 Toulouse Cedex
CCP n° 409 79J Toulouse
à l'ordre de RAS
(indiquez : soutien CNT)

F.L.I.C.S. !

Comme nous vous l'avions annoncé précédemment le Groupe d'actions contre le Fichage Légalisé des Individus considérés comme subversifs est passé en procès le 5 novembre au T.G.I. de Reims.

Comme c'est souvent le cas, dans ce genre de procès, les juges ont essayé d'évacuer les fondements politiques de notre action.

Nous n'avons pas pu nous exprimer sur nos motivations.

Seuls, les avocats ont pu parler à leur façon du côté politique du canular.

Par ailleurs, le procès aura cristallisé la presse et les médias sur le problème des fichiers, et on peut dire que l'objectif du F.L.I.C.S. a été dépassé puisque notre but était de sensibiliser les rémois et les rémoises sur les applications liberticides de l'information.

Le groupe F.L.I.C.S. a rempli sa « mission » d'information. Il s'agit maintenant de faire en sorte de contrer les institutions qui tendent au quadrillage généralisé de la population ; pour cela, la simple prise de conscience des dangers des fichages n'est pas suffisante.

Il s'agira au sein de luttes concrètes de construire un rapport de force pour contrer l'idéologie sécuritaire, la banalisation du racisme et le repli individualiste qui permettent la peur et l'acceptation des mesures que le pouvoir se permet notamment en matière d'immigration.

Les inculpés ont été condamnés à 3 000 F chacun.

P.S. Ayant besoin de renouveler notre collection de badges antinucléaires, d'acheter un cuir ainsi qu'un anorak de ski, nous faisons appel à votre générosité :

Chèque sans ordre à envoyer à EGREGORE B.P. 1213
51058 Reims Cedex.

ARRETE TON C.H.A.R. !

Dans le dernier numéro d'Agora, nous avons donné une adresse erronée pour le CHAR (collectif de harcèlement anti-militariste rennais). Alors on prend la gomme, on efface, et à la place on écrit : C.H.A.R., 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes. Voilà, vous pouvez continuer votre lecture.

DES HAUTS ET DEBATS

Le C.O.J.R.A. organise :

- Le jeudi 28 février : Antimilitarisme, quelles analyses aujourd'hui, quelles luttes demain.

- Le jeudi 7 mars : à propos du livre *Exotisme s'abstenir* de Charles Reeve (Ed. Acratie), journal de voyage en Amérique Latine.

- Le vendredi 15 mars, à propos de la brochure de « Révolution Sociale » : « Les animaux de la ferme ». Question sociale et tiers-monde.

Tous ces débats se déroulent au Cercle Lorca, 15, rue Gracieuse, Paris. Métro : Monge.

A VOS CAHIERS !

Face à la chappe de plomb idéologique qui envahit peu à peu la France et le monde occidental, il est plus que nécessaire que les libertaires multiplient les points de rencontres et d'animations. Les Cahiers Max Nettlau qui se voulaient revue d'histoire et de bibliographie sur le mouvement libertaire international ont disparu depuis deux ans faute de collaborateurs (mais non faute de lecteurs). La formule est peut être à revoir dans sa forme. Tous ceux, individus, groupes ou organisations qui désiraient reprendre à la base ce projet, sont priés de se mettre en rapport avec le signataire de ce texte.

De même, et parallèlement, une structure d'animation libertaire (sous la forme d'un centre de documentation, sans doute) pourrait voir le jour dans la région Centre-Ouest de la France (probablement sur la Rochelle). Là aussi, les camarades intéressés sont priés de se mettre en rapport avec le signataire.
R. Biard, Salles-sur-Mer,
17220 La Jarrie.

RENCONTRE AVEC...

Chaque mois la librairie Publico organise une rencontre avec un livre, un auteur.

Samedi 23 février, une table ronde sera animée par Roger Dadoun (auteur de *Psychanalyse entre chiens et loups*, Payot) autour du thème : Psychanalyse et anarchisme.

Cette rencontre aura lieu à 16 h au 145, rue Amélot, Paris 11^e, métro : République.

PESTE NOIRE

La fête qu'organisait le groupe Eugène-Varlin de la Fédération Anarchiste dans le 15^e arrondissement de Paris, pour clôturer son programme de cours, s'est mal terminée. Alors que le bal battait son plein, une dizaine de militants d'extrême-droite ont attaqué la salle.

Vêtus de treillis militaires, rangers, crânes rasés, drapés français en avant, armés de bombes lacrymogènes, de chaînes et de bouteilles, ils ont tenté de pénétrer dans la salle aux cris de « Ordre nouveau vaincra ! », « Anarchistes = sales juifs ! » et autres slogans aussi « politiques ». Le public les a repoussés et, au cours de l'échaffourée, deux de nos camarades ont été blessés. Avant de partir, les fascistes ont démolé tous les carreaux à coups de pavés et de bouteilles. Mais, avis, ce ne sont pas ces méthodes qui nous empêcheront de continuer notre propagande.

L'OEIL ET L'OREILLE

Située 38, rue Jules-Guesde à Lille, à proximité du marché de Wazemmes (secteur semi-piétonnier), la librairie « Idée libre » ouvre ses portes. Fruit d'un accord local entre la Fédération Anarchiste et la Libre Pensée, elle n'en est qu'à ses tout premiers pas, de nombreux travaux d'aménagement restent à faire.

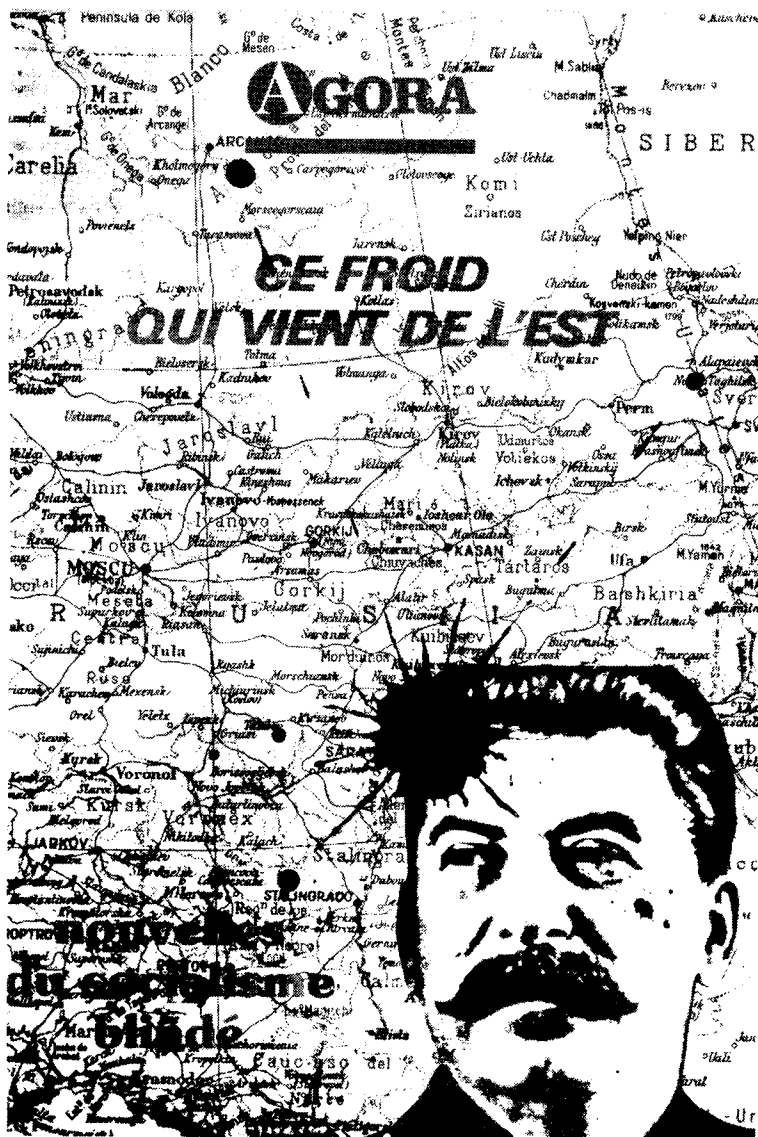
Lieu de rencontre et d'échange ouvert sur l'ensemble de la région, « Idée libre » est une structure non commerciale gérée par une association Loi 1901. Centre de diffusion des idées et des pratiques héritées de la tradition antiautoritaires, socialiste et laïque, elle offre un large choix de livres, de brochures et de journaux pacifistes, anarchistes, syndicalistes, libres penseurs, etc. Des expositions ainsi qu'un service de documentation sont en cours d'élaboration.

Mais pour être viable, « Idée libre » a besoin de bras, de mobilier et d'argent. Vous pouvez la soutenir en écrivant à : F.A. - B.P. 4 - 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex (CCP 7 269 40 X Lille - chèques à l'ordre de E. Dussart).

Et toujours dans cette région (Lille-Roubaix-Tourcoing), on peut écouter « La voix sans maître », tous les vendredis de 21 h à 22 h 30 sur Radio-Campus (99.6).

On nous voie les mots. Lorsque nous affirmions l'autogestion, les syndicats ricanaient. Aujourd'hui, ils l'ont avalé, digéré et rejeté. Et nous en sommes devenus orphelins. Au temps de nos dénonciations du capitalisme d'Etat, l'extrême-gauche assumait ses incantations aux sauveurs suprêmes et faisait un rempart de mots pour sauver ce qu'il restait d'un soi-disant « Etat ouvrier dégénéré ». Aujourd'hui, recyclés dans l'apocalypse des nouveaux philosophes ou dans les salons de thé de la deuxième gauche, les voilà brûlant ce qu'ils ont adoré et interdisant presque aux autres le label d'opposants à ce communisme blindé qui nous vient de l'Est. Ce n'est pas une raison pour nous taire. Alors, parlons... Mais le fait de dire l'oppression des vieillards du Kremlin, ne nous fera pas applaudir aux assassins du Pentagone. Toujours à la recherche d'une troisième voie (celle d'un socialisme libertaire) qui fasse éclater les deux blocs du capital.

Tel est le sens de ce numéro spécial d'AGORA, où nous avons réédité plusieurs textes ayant paru au cours de ces dernières années dans notre revue. Nous y avons ajouté des articles venant d'une revue amie : IZTOK dont le travail libertaire sur les pays de l'Est est plus que remarquable : il est nécessaire. Nous avons écarté de cette réédition les articles trop marqués par l'actualité, notamment les nombreuses pages publiées sur les événements polonais. Mais nous pensons que pour comprendre ce qu'il se passe à Varsovie, il nous faut regarder du côté de Moscou.

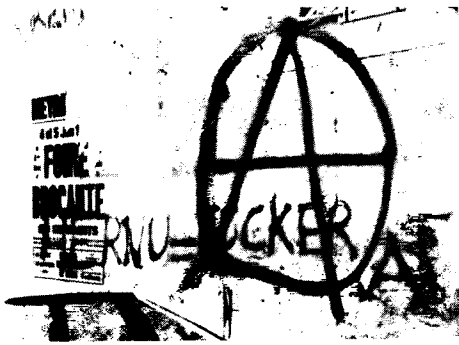


VARSOVIE N'EST PLUS QUE LA BANLIEUE DE MOSCOU

SOMMAIRE

- Arrêtez-moi si je me trompe (Bisou Fruité)
- Yafta : Un monstre bien utile (V. Marcos)
- A la conquête de l'Est (V. Marcos)
- Chasse aux révoltés (V. Marcos)
- Rock à l'Est (D. Fairbank)
- Belgrade : Anarcho-punk (A. Rivista)
- Mode de domination en Europe (N. Trifon)
- SMOT : un syndicat libre (Borissov)
- B.B. Cronstadt (Volny-Epistolier)
- Bulgarie : La mer de Sofia (G. Markov)
- La commune de Leningrad (Iztok)
- Parcours des dissidences (V. Marcos)
- Modèles de domination (C. Castoriadis)
- Cases libres : Iztok

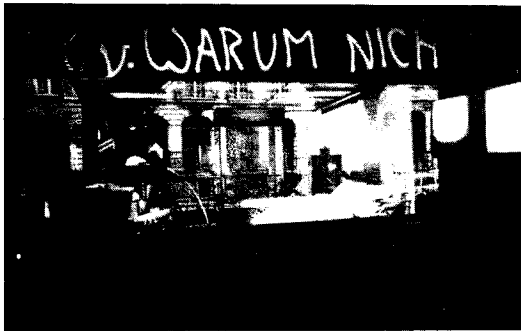
A commander à Agora, B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex 20 F



• Photo anonyme (Châtillon)



• Photo Kubiak (Toulouse)



• Photo Oustalet (Suisse)

GRAFFITOS

GRAFFITOS

GRAFFITOS

Graffitos, nouvelle rubrique. Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pinceaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitos intéressant à portée d'appareil. Alors, clic ! clac ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?



• Photo Robert d'A.